

**L'éditorial  
d'Arlette  
Laguiller**  
p 3

**Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !**

**LUTTE  
OUVRIÈRE**  
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2060 - 25 janvier 2008 - prix : 1 € - DOM 1,50 €

***Crise financière  
et boursière :***

**Un système  
économique  
qu'il est urgent  
de changer**

p. 3 et 6

**Salariés du public et du privé**



M 06189 - 2060 - F - 1,00 €

**Tous ensemble pour l'emploi,  
les salaires et les retraites**

p. 5

### Leur société

- p. 4 ■ Banlieues : un plan de plus pour camoufler l'incurie
- Rapport Attali : la voix de son maître
- Financement télépublics : avec notre argent
- p. 5 ■ Après le 24 janvier
- Retraites : promesses de Sarkozy et réalité
- La démagogie du service minimum dans l'éducation
- p. 6 ■ Tempêtes boursières
- Livret A à 3,5 % : le logement social a bon dos
- p. 7 ■ Lutte Ouvrière et les élections municipales
- p. 11 ■ Le bluff des médicaments « devant le comptoir »
- p. 12 ■ Non à l'expulsion de Nakezu Sebowa

### Dans le monde

- p. 8 ■ Italie : deux ouvriers asphyxiés à fond de cale
- p. 9 ■ Allemagne : licenciements chez Nokia
- Grande-Bretagne : flambée des prix et austérité
- p. 10 ■ Gaza : les effets du blocus
- Kenya : les affrontements sanglants continuent
- p. 16 ■ Belgique : grève pour les salaires chez Ford
- Electrabel rackette la population

### Dans les entreprises

- p. 12 ■ Acker Yards : accidents cachés par le patron
- p. 13 ■ La Poste - Paris 08 : recul de la direction
- CAF Lyon : ça continue pour les salaires
- Toyota : économies au détriment de la sécurité
- p. 14 ■ RATP Région parisienne, France Télécom Equant Rennes, Thermomagnésium (ex-Péchiney)
- p. 15 ■ ArcelorMittal Gandrange, Peugeot-Citroën : suppressions d'emplois annoncées

# Total condamné

**Neuf ans après le naufrage de l'Erika qui entraîna la pollution de 400 kilomètres de côtes, bretonnes pour l'essentiel, par 20 000 tonnes de fuel lourd, au bout d'un procès de onze mois, les accusés ont été condamnés. Ils sont trois, l'armateur gestionnaire du pétrolier, la société qui l'avait autorisé à prendre la mer et le groupe Total affréteur du navire, qui doivent payer des amendes et 192 millions d'euros en réparation des dommages causés.**

Les États-Unis avaient obtenu il y a dix-huit ans de faire payer Exxon, responsable de la pollution de l'Alaska. Mais c'est la première fois en Europe qu'un tribunal va au-delà des indemnités prévues par les conventions maritimes internationales, où les « pavillons de complaisance » – 60 % de la flotte mondiale – font la loi ; c'est la première fois qu'il condamne les pollueurs à payer.

Le préjudice écologique a été très grave pour la nature – entre 80 000 et 300 000 oiseaux mazoutés – et pour l'exploitation des ressources naturelles (huîtres, poissons, sel marin) ainsi que pour le tourisme. Comme dans ce genre de catastrophes, tout était à la fois scandaleux et parfaitement opaque : l'Erika avait vingt-cinq ans ; réparée à plusieurs reprises, sa coque était en très mauvais état et pourtant la société de contrôle Rina lui avait donné son quitus « sous la pression de contraintes commerciales ». Quant à Total, il l'avait sous-affrété à une société des Bahamas, agis-

sant pour un intermédiaire suisse. Voilà un raccourci éloquent du monde des affaires, où chacun rejetait la faute sur les autres, et pour finir sur le capitaine indien, le seul à avoir connu la prison, mais qui a finalement été relaxé.

Total et ses compères sont donc condamnés à payer ; mais la somme reste modeste, eu égard aux dommages réels que les parties civiles (l'État, des Régions, des départements, des associations, etc.) estiment à un milliard d'euros. Pour récupérer de quoi rembourser les dépenses engagées pour faire face à la pollution, l'État a déposé 250 000 pièces justificatives ; il empochera 153 millions d'euros sur les 192 millions de dédommagement ; le reste sera partagé entre les Régions, les départements et un certain nombre de villes, et des associations écologiques comme la Ligue de protection des oiseaux (680 000 euros), WWF France et Greenpeace France (33 000 euros chacune). Mais d'autres associations n'ont pas pu boucler à temps leur dossier. D'autres encore, comme la Confédération maritime et la Confédération paysanne, se sont fait les porte-parole de petits exploitants contestant le système d'indemnités déjà effectuées par le Fipol (Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures), qu'elles estimaient à la fois arbitraire et insuffisant. Le président de la Confédération maritime a déclaré que Total, condamné à payer l'équivalent de « 20 % des préjudices réels », s'en tirait « à bon compte ».

Il y a six mois, l'avocat de Total dénonçait la diabolisation de son client et traitait les réquisitions de « boucherie juridique ». Aujourd'hui il lui conseille de faire appel, comme l'a déjà fait la société de contrôle, la Rina. On n'est peut-

être pas au bout de l'affaire de l'Erika. Mais une chose est sûre : Total a fait 12,6 milliards de bénéfice net en 2006. En consacrer un à réparer ses torts ne serait qu'une goutte d'eau dans la mer...

Sylvie MARÉCHAL



## Le prochain CERCLE LÉON TROTSKY

aura pour sujet :

### Israël - Palestine

*Comment l'impérialisme, en transformant un peuple en geôlier d'un autre, a poussé les deux dans une impasse tragique*

**Vendredi 1<sup>er</sup> février à 20 h 30**

**Théâtre de la Mutualité**

24, rue Saint-Victor - Paris 5<sup>e</sup>  
**(Métro : Maubert-Mutualité)**  
Participation aux frais : 3 euros

## LUTTE OUVRIÈRE

(Union Communiste (Trotskyiste)  
membre de l'Union Communiste Internationaliste)

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. – Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 – 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. – Commission paritaire des publications n° 1009 I 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin.

Lutte Ouvrière sur Internet :

www.lutte-ouvriere.org  
www.union-communiste.org  
e-mail : journal@lutte-ouvriere.org

Téléphone : 01 48 10 86 20  
Télécopie : 01 48 10 86 26

### Soutenez-nous financièrement

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : « Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière » et sont à envoyer à LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 Paris Cedex 18.

Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti Lutte Ouvrière conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

Adresser toute correspondance à :

**LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18**

**ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe**

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Ci-joint la somme de : .....  
par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière  
ou virement postal : ccp 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	10 numéros
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

## L'éditorial

d'Arlette Laguiller

Éditorial des bulletins d'entreprises  
du lundi 21 janvier 2008

# Un système économique qu'il est urgent de remplacer



Le système économique américain est malade. Celui des autres grandes puissances industrielles ne va guère mieux. Les cours des Bourses dégringolent. New York a reculé de 8,8 % depuis le début de l'année, Paris de 9,3 %, avant de perdre encore 5 % le 21 janvier à la mi-journée. Et malheureusement cela ne concerne pas que les actionnaires, qui ont accumulé suffisamment de profits au cours des années passées pour voir venir. Cela concerne aussi l'ensemble de la population laborieuse, car la récession économique qui s'annonce risque de signifier un nouveau recul du pouvoir d'achat, de nouvelles suppressions d'emplois et donc une aggravation du chômage. Si l'optimisme est de commande parmi les gens qui nous gouvernent, bien des hommes politiques et des économistes n'écartent pas la perspective d'une crise économique grave, comparable à celle qui avait frappé le monde capitaliste en 1929, et qui l'avait précipité vers la Deuxième Guerre mondiale.

La fatalité ? Certainement pas. C'est le produit du système économique dans lequel nous vivons. Depuis des années, les grands groupes capitalistes n'investissent que très peu dans la production. Ils augmentent leurs profits en faisant faire le même travail par moins de bras et de cerveaux, en réduisant les effectifs, en bloquant les salaires. Et pour placer les énormes bénéfices ainsi dégagés, banques et entreprises se prêtent mutuellement des fonds contre intérêts, pour acheter participations ou concurrents, un système tellement opaque qu'elles-mêmes ne s'y retrouvent pas.

La crise des crédits hypothécaires, qui est apparue au grand jour l'été dernier aux États-Unis, a été le révélateur de cette situation. Contrairement à ce qui se passait auparavant, les banques ne prêtent plus d'argent à celles qui ont des difficultés, faute de savoir si les banques qui leur demandent du crédit seront solvables. À la Bourse, les spéculateurs vendent les actions des entreprises dont ils pensent que

la solidité est compromise par la crise financière en cours. Il n'y a que les banques centrales, celles des États et la Banque européenne, pour injecter dans les circuits des masses d'euros ou de dollars provenant de l'argent des impôts. Mais chacune de leurs interventions, comme le dernier plan Bush aux USA, en soulignant la gravité de la crise risque de l'aggraver. Et de toute manière, c'est à la population laborieuse qu'on présentera ensuite la note.

C'est cela, le système capitaliste à notre époque. Un système dont la droite nous dit qu'il est le meilleur du monde. Un système que les partis de gauche, Parti Socialiste et Parti Communiste, acceptent, en nous disant que le seul système économique possible est « l'économie de marché », c'est-à-dire précisément le système capitaliste.

Or ce système ne peut pas se réformer, se « moraliser ». C'est sa logique même qui est en cause, la recherche du profit individuel comme moteur de toute la société.

Le mouvement ouvrier est né en contestant ce système, en se donnant pour objectif une société dont l'économie travaillerait à satisfaire les besoins de tous, et non à permettre à une petite minorité de privilégiés de s'enrichir sans cesse davantage sur le dos des travailleurs. Le socialisme, le communisme, cela signifiait l'appropriation par l'ensemble des travailleurs des grands moyens de production et de transport. Le Parti Socialiste, le Parti Communiste ont renoncé à cela, parce que leurs dirigeants se sont intégrés au système. Mais le problème reste entier.

Certains pensent que les idées qui étaient celles du mouvement ouvrier à sa naissance sont dépassées. C'est une manière de voir les choses... qui ne laisse aux travailleurs que leurs yeux pour pleurer devant les drames que le système capitaliste continuera d'entraîner.

Mais c'est le système capitaliste qui est dépassé. Et lutter pour le remplacer par une économie fonctionnant dans l'intérêt de tous nous coûterait moins de sacrifices que de continuer à le supporter.

Arlette LAGUILLER

## Pour garantir le pouvoir d'achat, ce sont les salaires qu'il faut augmenter !

**Hausse des prix de 2,6 % pour l'ensemble de l'année 2007, perte du pouvoir d'achat du salaire brut moyen pouvant atteindre 1,3 % pour la même période : voilà le constat que vient de faire, sans aucune sympathie pour la cause ouvrière, l'expert de la banque BNP-Paribas. Alors, quand certains responsables patronaux osent affirmer qu'il ne faudrait pas laisser se mettre en marche « la spirale infernale salaires-prix », laissant ainsi entendre que ce sont les**

**salaires qui pousseraient les prix à la hausse, ils ont vraiment le culot et l'arrogance des possédants.**

Tout cela, c'est déjà le passé. Car si les choses restaient ce qu'elles sont, les prévisions pour l'année 2008 tablent sur une nouvelle perte sensible du pouvoir d'achat, avec une hausse attendue des prix qui pourrait frôler les 3 % et une quasi-stagnation des salaires, aggravée par l'évolution mauvaise du marché du travail. Et encore ne s'agit-il là que de moyenne. Une moyenne entre les revenus des hauts cadres et celui des salariés précaires

employés temporairement avec un salaire tout aussi temporaire. L'expert de la BNP considère ainsi que le pouvoir d'achat disponible devrait se retrouver au niveau le plus bas depuis 2003.

De toute façon il suffit pour les familles de faire les comptes après les courses pour voir ce qu'il reste pour assurer les dépenses obligatoires du foyer. Certains prix alimentaires ont déjà augmenté de 5, 10 ou même plus de 20 % depuis le début de l'année. Les charges locatives, avec le chauffage, explosent. Pendant ce temps, outre les salaires bloqués, les allocations familiales ne vont

augmenter que de 1 %, tout comme les pensions de retraite.

Une étude de la CGT note qu'aujourd'hui la moitié des salariés travaillant à plein temps gagnent moins de 1 528 euros par mois. Cela sans compter les millions de salariés, au premier rang desquels les femmes, qui doivent subir le temps partiel imposé. Depuis 1978, la proportion de salariés à temps partiel, intermittents, intérimaires ou salariés à domicile serait passée de 17 % à 31 %.

En résumé, la CGT relève que depuis vingt-cinq ans, en euros constants, les salaires ont stagné.

Alors, si les prix augmentent dans des proportions considérables, ce n'est que pour enrichir un peu plus toute une bande de capitalistes qui imposent leur loi au pays, les Total, les géants de l'agro-alimentaire, de l'eau, du BTP, de toute l'industrie et des services, etc. En réclamant des augmentations de salaire conséquentes, les travailleurs ne feraient en réalité que récupérer une petite partie de ce qu'on leur a volé depuis trop longtemps.

Paul SOREL

## • Banlieues

# Un plan de plus pour camoufler l'incurie

Après des semaines de cacophonie ridicule, où la très droite Boutin a critiqué l'ex-socialiste et néanmoins ministre Fadela Amara, un énième « plan banlieue » a été dévoilé mardi 22 janvier.

Ce n'est pas le premier, ce ne sera pas le dernier. Depuis dix-sept ans qu'existe le ministère de la Ville, dix-neuf ministres s'y sont succédé, et aucun n'a jamais enrayer la dégradation de la situation des quartiers populaires.

Depuis l'explosion du quartier des Minguettes, dans la banlieue lyonnaise, à l'été 1981, la « question des banlieues » a fait l'objet d'un nombre invraisemblable de plans, comme si les gouvernements voulaient masquer l'absence de moyens réels derrière une avalanche de sigles et de formules plus ou moins abscons : DSQ (Développement social des quartiers), DIV (Délégation interministérielle de la ville), CNV (Conseil national des villes), GPU (Grands projets urbains) et GPV (Grands projets de ville), FUIV (Fonds unique d'intervention pour la ville) et FSU (Fonds social urbain)... sans

oublier les divers classements en zones (Zones urbaines sensibles, Zones franches urbaines, Zones de redynamisation urbaine, etc.). Tous ces projets, conseils, commissions, se sont révélés autant de coquilles vides qui n'ont évidemment jamais rien résolu.

Comment pourrait-il en être autrement ? Ce n'est pas le manque de plans ronflants ni de délégations inutiles qui détruit les quartiers populaires à petit feu : c'est l'effet dévastateur des vagues de licenciements et des coupes claires dans les budgets publics. Le taux de chômage y atteint parfois 30 ou 40 % ; les transports publics y sont inexistant ; la vie sociale s'y est délitée – surtout depuis que les gouvernements successifs ont coupé les crédits aux associations de quartier et supprimé des postes de travailleurs sociaux ; les réductions d'effectifs dans les écoles y interdisent

souvent de donner même une éducation élémentaire aux enfants.

### Des « coachs » pour les banlieues

Dans ce cadre, le plan « Espoir banlieue » de Fadela Amara n'apporte pas grand-chose de nouveau, si ce n'est certaines propositions parfaitement ridicules, comme celle de doter d'un « coach » les jeunes des quartiers sensibles ou de créer des « cafés de parents » aux abords des écoles.

Il est prévu de « désenclaver la banlieue » en matière de transports, ce qui est évidemment nécessaire, mais ne risque pas de se faire sans des investissements massifs dans les transports collectifs, dont il n'est pas question pour l'instant.

En matière d'éducation, il n'est pas non plus question de créer les milliers de postes d'enseignants et de personnel éducatif qui manquent, mais de « faire émerger une nouvelle élite des banlieues ». La ministre vou-

drait même rétablir l'enseignement du grec et du latin dans les lycées de banlieue. Une proposition qui a soulevé l'indignation de députés de droite, dont l'un a estimé dans une interview, avec tout le mépris des gens de son espèce, que les jeunes des quartiers n'avaient pas besoin de grec, mais « de savoir lire un contrat de travail et le signer ».

« L'élite des banlieues », ce sera probablement quelques jeunes particulièrement doués, ou pas, que le gouvernement sélectionnera et à qui il offrira la possibilité de faire carrière ou de monter leur entreprise, pour pouvoir ensuite les montrer à la télévision comme exemples de ce que produisent « la volonté » et la « politique de diversité ». Et pendant ce temps, l'immense majorité de la jeunesse des banlieues continuera d'être confrontée chaque jour au chômage, aux écoles et aux logements délabrés, à la montée de la violence et de la drogue.

Pierre VANDRILLE

## • Projet de taxation pour financer les télé publiques

# Le gouvernement zappe avec notre argent

Il y a quelques jours, Sarkozy annonçait la suppression de la publicité sur les chaînes publiques de télévision. Soi-disant pour améliorer la qualité, en fait pour faire un cadeau aux chaînes privées concurrentes.

Il y a de tout dans la publicité, quelquefois du bon, le plus souvent du beaucoup moins bon. Et, de toute manière, du trop long, même si les téléspectateurs profitent généralement des « tunnels » de pub pour zapper, aller aux toilettes...

Mais il s'agit aussi d'un budget de plus de 800 millions d'euros en 2006. Les annonceurs, qui ne pourront plus aller sur les chaînes publiques, devraient se reporter sur les chaînes privées. Le feront-ils vraiment, et en totalité, ce n'est pas sûr. En tout cas les chaînes privées, et la première d'entre elles, celle du copain de Sarkozy, Bouygues, en attendent des retombées financières.

Reste qu'il manquera plus de 800 millions d'euros aux



chaînes publiques. Sarkozy a promis : « Les recettes seront compensées intégralement par un financement très largement mutualisé sur la totalité des nouveaux moyens de communication. »

Et c'est pourquoi le gouvernement envisage de créer une nouvelle taxe d'environ 1 % à 2 % (davantage en réalité, car la TVA porte aussi sur la taxe !) sur tous les appareils électroniques grand public pouvant

recevoir la télévision : postes de télé, ordinateurs portables et téléphones mobiles.

Mais les vendeurs hurlent contre ce « mauvais coup ». Le chiffre d'affaires de ce secteur tournant autour de 17 milliards, la taxe pourrait rapporter entre 170 et 340 millions d'euros, ce qui est de toute façon insuffisant et pourrait coûter de 15 à 30 euros de plus aux consommateurs pour l'achat d'un téléviseur.

Le gouvernement continue de chercher de nouvelles taxations possibles, mais d'ores et déjà on peut juger du mécanisme prévu, qui consiste à taxer les consommateurs afin d'assurer des rentrées supplémentaires à Bouygues et consort.

Le pouvoir d'achat de ces derniers, lui au moins, est bien défendu !

André VICTOR

## • Rapport Attali

# La voix de son maître

Il aura donc fallu quatre mois et quarante sommités intellectuelles pour que la commission Attali rende un rapport qui n'est qu'une resucée du programme électoral de Sarkozy et des mesures antiouvrières prises ou prévues par son gouvernement. Il est vrai que le style est changé. Là où Sarkozy parlait de lui, Attali parle de l'humanité. À chaque paon sa roue.

Mais tout y est. Le plan pris en bloc permettrait, d'ici la date fatidique de la prochaine élection présidentielle, d'augmenter la croissance, de réduire le chômage et la pauvreté, de diminuer le déficit public et même, touche personnelle du « visionnaire » Attali, de construire des villes à la campagne...

Les moyens proposés sont ceux déployés par le gouvernement et préconisés par le patronat. Ainsi, il ne faudrait plus fixer de limite au cumul emploi-retraite, ce qui revient en fait à supprimer progressivement la notion même de retraite, du moins d'une retraite qui permette de vivre décemment. Le travail du dimanche devrait être généralisé, la rupture « à l'amiable » du contrat de travail organisée, les universités privatisées, la CSG et la TVA augmentées, le nombre de fonctionnaires réduit, les crédits de l'assurance-maladie limités, etc. De plus, une partie supplémentaire des tâches de l'État, la gestion de l'impôt par exemple, devrait être confiée à des entreprises privées.

Pour « libérer la croissance française », il faudrait donc encore et toujours donner au patronat les moyens d'exploiter encore plus les travailleurs et permettre à l'État de faire des économies sur les services publics utiles à la population. Rien d'original donc, même pas le fait que ce catalogue de mesures antiouvrières et ce chant de louange à Sarkozy soient signés par un ancien conseiller de Mitterrand.

Cirer des pompes à l'Elysée, c'est comme faire du vélo : ça ne s'oublie pas.

Paul GALOIS

## • Après la journée de grève du 24 janvier

# Rassembler les salariés, du privé comme du public, pour l'emploi, les salaires et des pensions décentes

**Cette semaine aura donc connu deux journées de mobilisation, le 22 janvier et le 24 janvier, à des dates différentes, mais au bout du compte pour des revendications qui se rejoignent et sur des secteurs proches.**

Ainsi, le 22 janvier, les salariés de la SNCF et des transports, d'EDF et GDF étaient appelés par des fédérations syndicales à une manifestation nationale contre les attaques sur les retraites et les suppressions d'emplois. Le jeudi 24 janvier, l'appel à une grève nationale était lancé par la majorité des syndicats de la fonction publique, de l'Éducation nationale, de la fonction publique hospitalière, de la fonction publique territoriale, par certaines fédérations de La Poste ainsi que d'autres secteurs, d'une part pour s'opposer aux suppressions d'emplois continuelles qui ont lieu dans tous les secteurs et pour revendiquer des hausses générales de salaires.

La réalité quotidienne vécue par l'ensemble du monde du travail, c'est que partout les travailleurs doivent subir les mêmes problèmes,

surmonter les mêmes angoisses, et qu'ils doivent faire face aux mêmes attaques, qu'elles viennent des patrons du privé ou des dirigeants de l'État et des administrations, à tous les niveaux et dans tous les services publics et dans toutes les entreprises.

Le patronat n'a qu'une obsession : amasser à n'importe quel prix et le plus vite possible, sur le dos des salariés, le maximum de profits pour distribuer les plus gros dividendes imaginables aux actionnaires. Profits qui, au bout du compte, permettent à ces derniers d'aller spéculer à la Bourse et ailleurs, avec comme seul résultat le risque de mettre l'économie du monde en danger.

C'est au nom de cette course effrénée aux profits que les salaires sont bloqués, quand ils ne baissent pas purement et simplement. Et c'est

toujours au nom de ces profits que partout les emplois sont supprimés et que du coup les conditions de travail se dégradent et que la précarité explose.

Et le gouvernement, comme tous ses prédécesseurs, n'a qu'une obsession : aider comme il le peut le grand patronat. C'est ainsi qu'il remet en cause les lois existantes et les quelques protections dont disposaient les travailleurs. Mais c'est aussi pourquoi il aggrave le pillage des caisses de l'État et de la Sécurité sociale, pour distribuer au patronat les milliards ainsi économisés sur les retraites, la santé, les services publics vitaux pour la population, etc. Les quelque 12 000 postes supprimés dans l'Éducation nationale, les dizaines de milliers d'emplois qui manquent pour assurer les soins dans les hôpitaux, les centaines de milliers d'emplois remis en question dans tous les services publics, contribuent à la désertification de régions entières et à la dégradation de

tous les services utiles à la population. De même que le blocage des salaires, tout cela fait partie d'une seule et même politique au service du patronat.

Patronat et gouvernement se serrent les coudes. Ils ne sont forts que de la division des travailleurs. Chacun comprend qu'en regroupant leurs forces les 23 millions de salariés pourraient – et comment ! – peser pour imposer enfin la satisfaction de leurs besoins. C'est bien pourquoi ce devrait être la voie défendue par les confédérations syndicales. La CGT et la CFDT ont fait un communiqué le 21 janvier parlant d'une initiative sur les salaires dans le privé à la mi-février. Personne ne sait aujourd'hui ce qu'il en sera, mais il faudra bien que les travailleurs s'invitent directement dans ce débat, en imposant une réelle riposte d'ampleur de tous les travailleurs, à la hauteur des vrais enjeux.

Paul SOREL

## • « Service minimum » dans l'éducation

# Des discours démagogiques

Dès avant la grève de la fonction publique du 24 janvier, le gouvernement n'a cessé de clamer par l'intermédiaire des médias qu'il fallait un « service minimum » dans l'éducation, c'est-à-dire que les élèves du primaire soient accueillis à l'école les jours de grève. Mais si la fermeture éventuelle de certains établissements en cas de grève peut poser des problèmes aux familles, ce n'est pas à cause des grèves que parents et élèves rencontrent le plus de difficultés. C'est à cause des milliers de suppressions de postes d'enseignants décidées par le gouvernement.

Une des conséquences immédiates de ces suppressions de postes est le non-remplacement d'enseignants partis à la retraite, en congé longue maladie ou en congé maternité. Dans le secondaire, des élèves se retrouvent ainsi sans professeur, même



lorsqu'il s'agit d'une matière essentielle pour eux. Dans le primaire, les élèves n'ont alors pas du tout école.

Pour ne citer qu'un exemple, dernièrement, les lundi 21 janvier et mardi 22 janvier, des élèves d'un lycée de la région parisienne, le lycée Blanqui à Saint-Ouen, en Seine-Saint-Denis, ont bloqué leur établissement pour pro-

tester contre le non-remplacement de leur professeure de comptabilité, partie à la retraite un mois et demi plus tôt. Ces élèves sont dans la dernière année de leur baccalauréat professionnel, dont la spécialité est justement la comptabilité : ils peuvent donc difficilement se passer de cette matière pour réussir leur examen. Une autre classe de

terminale BEP est également concernée. Et ce n'est pas un cas isolé.

En fait, les problèmes des parents, l'intérêt des élèves, c'est le cadet des soucis du ministère, et les déclarations sur le « service minimum » ne sont que discours démagogiques antigrévistés.

Aline RETESSE

## • Retraites

# Promesses de Sarkozy et réalité !

Dans son programme pour l'élection présidentielle, le candidat Sarkozy déclarait : « J'augmenterai de 25 % le minimum vieillesse, je revaloriserai les petites retraites et les pensions de réversion pour que ces retraités vivent mieux. » Promesses, promesses... Une fois élu, le président Sarkozy a vite fait d'envoyer aux oubliettes cet engagement. Au 1<sup>er</sup> janvier 2008, il n'a augmenté que de 1,1 % les pensions des 14 millions de retraités, alors que l'indice officiel Insee indique une hausse de près de 2,6 % en 2007 et que la ministre de l'Économie elle-même prévoyait que ce sera pire en 2008.

Et l'allocation de solidarité pour les personnes âgées, le minimum vieillesse, reste scandaleusement bas, à seulement 628 euros mensuels. 650 000 retraités très pauvres, qui touchent cette allocation, ne vivront pas mieux, mais plus mal.

Face au mécontentement des retraités, Xavier Bertrand, ministre du Travail, a été chargé de renouveler les promesses gratuites : « On ne va pas attendre trois ans. C'est inimaginable », déclare-t-il, faisant semblant de s'indigner des décisions de son propre gouvernement ! Mais maintenant, il reporte la promesse de revalorisation de 25 % des petites retraites à 2012 et en plus il signale, d'ores et déjà, que le Conseil d'orientation des retraites estime que cette mesure chiffrée à 2,5 milliards d'euros serait trop coûteuse pour l'État !

Cet été, le gouvernement trouvait facilement 14 milliards de cadeaux pour les riches, alors qu'aujourd'hui, pour les retraités, les prestations sociales et les salaires, les caisses seraient vides.

Les promesses électorales n'engagent que ceux qui y croient. Depuis quinze ans, depuis les réformes Balladur, les retraités ont perdu environ 20 % de pouvoir d'achat.

Ça suffit ! Il faut des pensions correctes, revalorisées et indexées sur les salaires, pour tous les retraités !

Louis BASTILLE

## La tribune de la fraction ne paraîtra pas cette semaine

Nos lecteurs ne trouveront pas dans ce numéro la tribune hebdomadaire de la minorité de Lutte Ouvrière qui existe en tant que fraction organisée au sein de notre organisation depuis des années. En effet l'accord conclu entre la minorité et la majorité de Lutte Ouvrière a été remis en cause. La parution de cette tribune est donc interrompue pour une période indéterminée.

### • Tempêtes boursières

## L'indice d'un système en crise

**La crise financière qui secoue actuellement les Bourses, les grandes banques, les organismes de crédit, les sociétés d'investissement et les autorités monétaires du monde entier prend des allures de coup de tonnerre, mais pas dans un ciel serein.**

L'annonce des pertes trimestrielles, chiffrées en milliards de dollars, des plus grandes banques américaines, Citigroup et Merrill Lynch, a été le signal d'une sorte de sauve-qui-peut sur toutes les places boursières de la planète. En Europe, en Asie, au Moyen-Orient, aux États-Unis, les indices boursiers ont plongé. Et il a fallu l'intervention de la Banque centrale américaine qui a à nouveau baissé son taux directeur pour calmer, momentanément, les marchés.

Cela n'empêche pas un certain nombre d'experts auto-proclamés et de gouvernants d'afficher une attitude rassurante et de prêcher le calme aux possesseurs d'actions. Outre leur incapacité à prévoir réellement les comportements des marchés financiers internationaux, les économistes défenseurs du système capitaliste comme les hommes politiques à son service considèrent de leur responsabilité d'afficher un optimisme de bon aloi. Il s'agit de rassurer les millions de petits actionnaires afin d'éviter d'éventuels mouvements de panique qui se traduiraient par une revente massive de titres ou une demande subite de liquidités.

Ainsi, pendant que Christine Lagarde, la ministre de l'Économie, assurait qu'il n'y avait « certainement pas » de menace de récession en France, à la différence des États-Unis, Sarkozy renchérisait, appelant à « garder beaucoup de sang-froid », car selon lui, en France, le « système bancaire est beaucoup plus solide et a semble-t-il eu des comportements prudents beaucoup plus importants ». Il a oublié ses fières déclarations

de la campagne électorale, quand il affirmait : « Les ménages français sont aujourd'hui les moins endettés d'Europe. Or une économie qui ne s'endette pas suffisamment, c'est une économie qui ne croit pas en l'avenir, qui doute de ses atouts, qui a peur du lendemain. C'est pour cette raison que je souhaite développer le crédit hypothécaire pour les ménages ».

Mais bien au-delà de tous les petits épargnants qui sont les premiers spoliés dans les crises financières, c'est l'ensemble du monde du travail à qui les gouvernants et le patronat vont présenter la note.

Les centaines de milliards de dollars, d'euros et de livres sterling engloutis depuis cet été par un système de casino en folie seront récupérés sur « l'économie réelle », c'est-à-dire sur les prix qui augmentent, le pouvoir d'achat des salariés qui se tasse, les emplois supprimés ou non créés. Les 350 milliards d'euros injectés en décembre dernier par la Banque centrale européenne, pour aider les banques à faire face à leurs obligations, ne sont évidemment pas sans rapport avec l'inflation qui frappe en Europe de l'Ouest, appauvrissant des dizaines de millions de salariés.

Et la récession économique qui menace aux États-Unis mais aussi partout dans le monde, contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire, ce sont encore les salariés qui en supporteront le poids au travers des licenciements massifs et des fermetures d'entreprises.

C'est dire que plus que jamais la classe ouvrière a à se défendre et se préparer à rendre coup pour coup. Pour ne pas être réduite à la misère, c'est à la classe capitaliste qu'il faudra qu'elle fasse régler la note.

Viviane LAFFONT

## Leur société

### • Le taux du Livret A limité à 3,5 %

## Le logement social a bon dos

**Le taux de rémunération du Livret A n'augmentera que de 0,5 % le 1<sup>er</sup> février, passant à 3,5 % alors que, selon le mode de calcul mis en place par le gouvernement Raffarin en 2003, il aurait dû être de 4 %.**

Le Premier ministre, François Fillon, est intervenu pour en limiter la hausse, faisant état de « circonstances exceptionnelles » pour ne pas appliquer la formule basée sur l'inflation et les taux monétaires à court terme, dans le but, a-t-il déclaré, de ne pas pénaliser le logement social.

L'argent déposé sur les Livrets A est centralisé par la Caisse des Dépôts qui le prête à long terme aux organismes HLM. L'argument avancé par le gouvernement est que, si le taux

des Livrets A augmente, les intérêts demandés par la Caisse des Dépôts pour prêter de l'argent augmenteront dans la même proportion : « Un taux de 4 %, cela aurait signifié pour les organismes HLM une charge supplémentaire d'intérêt annuelle de 450 millions d'euros », a déclaré le directeur général de la CDC, ce qui « veut dire 4 500 logements ». Mais curieusement, cette logique gouvernementale ne marche que dans un sens, sinon, lorsque les Livrets A ne rapportaient que 2 ou 2,25 % aux épargnants, on aurait dû voir s'accélérer la construction de logements sociaux ces dernières années. Or, c'est tout le contraire qui s'est produit. La construction de logements sociaux dépend d'une volonté politique bien plus que du taux

de rémunération du Livret A. Mais le gouvernement n'est pas à un mensonge près pour justifier ce mauvais coup supplémentaire contre les classes populaires.

Fillon parle aussi de « changer la formule » de calcul des intérêts, afin que leur taux reste aux alentours des chiffres officiels de l'inflation. Sans doute n'a-t-il pas retenu les propos tenus par Sarkozy au cours de sa campagne, qui déclarait vouloir « protéger l'épargne populaire. Dans le cas du Livret A, la formule actuelle de calcul est un des éléments de cette protection (...) et la modifier serait dangereux pour les épargnants ».

Encore un mensonge de plus !

Marianne LAMIRAL



### • Traité européen

## Non au déni de démocratie

Lundi 4 février, le Congrès des parlementaires se réunit à Versailles pour voter la modification de la Constitution nécessaire à la ratification du nouveau traité européen.

Ce nouveau traité est une redite du précédent traité soumis, en 2005, à un référendum et rejeté par la majorité des votants en France et aux Pays-Bas.

Cette fois le gouvernement a préféré ne pas prendre le risque d'un vote référendaire et choisit de passer par-dessus un respect minimum de la démocratie.

Le Comité national pour un référendum ainsi que différents partis, groupements politiques et personnalités ont lancé il y a plusieurs mois une pétition réclamant un référen-

dum. Aujourd'hui, le Comité national pour un référendum organise un rassemblement avec diverses interventions politiques :

**le 2 février, à 14 h 30 à la Halle Carpentier - 81, boulevard Masséna - Paris 13<sup>e</sup> - Métro : Porte d'Ivry**

**Lutte Ouvrière s'associe à cette initiative.**

# Lutte Ouvrière et les élections municipales

**Les 9 et 16 mars prochains auront lieu les élections municipales. Les électeurs seront appelés à élire les conseillers municipaux de leur commune, qui eux-mêmes éliront le maire. L'élection se fera à l'échelle nationale et la droite espère profiter des succès remportés l'an dernier, lors de la présidentielle et des législatives qui ont suivi, pour l'emporter dans davantage de villes. D'ailleurs Sarkozy veut faire de ces élections un test pour sa politique. La gauche, elle, compte sur le mécontentement grandissant pour garder ses municipalités et peut-être en conquérir d'autres.**

Dans cette situation, que peut-on attendre des municipales ?

À la tête de l'État, les gouvernants qui se succèdent, qu'ils soient de droite ou de gauche, défendent fondamentalement les intérêts du grand capital. Les bénéficiaires des trusts français ont prospéré sous la gauche comme sous la droite. C'est ainsi que la réforme – ou plutôt l'amputation – des retraites, décidée sous le gouvernement de droite de Balladur, avait été élaborée et préparée sous Rocard, chef d'un gouvernement de gauche. De fait, les gouvernements défendent, chacun à leur façon, les intérêts généraux du grand capital.

Cependant, ce n'est pas pour autant que nous mettons un signe d'égalité entre la droite et la gauche.

Les principaux maux dont souffre la population laborieuse, le chômage, l'insuffisance des salaires, ne résultent absolument pas de la gestion municipale. Aucune municipalité ne peut échapper à la dictature des groupes industriels et financiers. N'importe quelle entreprise peut délocaliser. Le conseil d'administration d'Airbus a pu décider la

fermeture ou la vente de plusieurs de ses sites de production, alors que cela peut conduire à condamner à mort toute une ville.

Aucune municipalité ne peut non plus suppléer aux défaillances de l'État lui-même. Quand bien même tous les gouvernements prétendent décentraliser, les mesures de décentralisation consistent en général en ceci que l'État se décharge de ses responsabilités au profit des collectivités locales à différents niveaux, mais sans jamais donner à celles-ci les moyens financiers de les assumer.

Quand un bureau de poste ferme ou limite ses heures d'ouverture, quand on supprime la représentation locale d'une administration, du Trésor à la Sécurité sociale et jusqu'aux tribunaux de proximité, cela se traduit toujours par des difficultés et des dépenses supplémentaires pour les habitants de la ville, et cela contribue aussi à la désertification des villes moyennes et petites. Comme y contribue la suppression d'une gare ou d'une ligne de chemin de fer. Et les conséquences sont particulièrement gênantes, voire dramatiques, lorsque disparaît



un hôpital ou une maternité de proximité.

Mais, les élections municipales étant les élections les plus locales, les conseillers municipaux sont, de tous les élus, ceux qui sont les moins éloignés de leurs électeurs. Bien qu'en raison du mode de scrutin, inventé pour favoriser les grands partis, la composition des Conseils municipaux ne reflète que de très loin la diversité de l'électorat, du fait de sa proximité, le Conseil municipal est plus facilement sous le regard des administrés que le Conseil général, le Conseil régional et, à plus forte raison, la Chambre des députés.

Malgré les étroites limites

juridiques dans lesquelles sont enfermées les municipalités, dans un système économique et social fondamentalement injuste et où, de plus, les municipalités sont subordonnées à l'État central et où le préfet peut annuler certaines de leurs décisions, le Conseil municipal a le pouvoir de faire des choix qui peuvent améliorer ou, au contraire, aggraver les conditions d'existence des classes populaires.

C'est pourquoi il est important qu'il y ait dans le maximum de municipalités, même de droite, des élus qui puissent réellement faire entendre la voix de la population la moins favorisée.

C'est pour cela qu'il y aura des candidats de Lutte Ouvrière dans le plus grand nombre de communes possible.

Dans les circonstances politiques actuelles, Lutte Ouvrière souhaite qu'il y ait dès le premier tour une union de toutes les forces de gauche et elle est prête à y participer. Ses candidats se présenteront donc sur de telles listes d'union, sauf si le Parti Socialiste, le Parti Communiste ou les deux refusent cette alliance et préfèrent la division. Ce n'est que dans ce cas que Lutte Ouvrière présentera ses propres listes.

## • Sarkozy et la pêche

# Démagogie sans quotas

**Sarkozy a fait une visite à Boulogne-sur-Mer pour présenter le plan du gouvernement pour une « pêche responsable et durable ». Ce plan fait suite au mouvement des marins-pêcheurs contre la hausse du prix du fioul, mouvement au cours duquel Sarkozy s'était fait fraîchement recevoir au Guilvinec.**

Le plan pêche du gouvernement étant vide de toute mesure concrète, il a bien fallu que le président invente quelque chose pour satisfaire son auditoire et créer l'événement au journal de 20 heures. À la surprise générale, peut-être même à la sienne, il a annoncé qu'il fallait sortir de la politique des quotas et qu'il se faisait fort d'y parvenir, puisque la France allait prési-

der l'Europe à partir du 1<sup>er</sup> juillet prochain.

La politique des quotas de pêche consiste en un accord annuel entre les différents États européens sur la nature, la taille, la quantité et les moyens de pêcher chaque espèce de poisson ou de coquillage. Cet accord tient compte des recommandations des scientifiques qui évaluent les quantités de poisson que

l'on peut prélever sans menacer la survie de l'espèce. Il tient compte aussi, mais c'est beaucoup moins public, des rapports de force entre les diverses entreprises de pêche et des tractations commerciales générales entre pays européens. Ni le public ni même les marins-pêcheurs ne connaissent les tenants et les aboutissants de ces discussions. Les artisans pêcheurs et leurs matelots ont d'autant plus le sentiment d'être les dindons de la farce et la principale espèce menacée de disparition.

Mais la soi-disant proposi-



tion de Sarkozy est parfaitement démagogique. Pas seulement parce qu'il serait stupide et dangereux de laisser la pêche libre de tout contrôle. Mais surtout parce qu'il sait parfaitement que les quotas de pêche ne sont qu'un aspect d'accords plus généraux auxquels il n'est pas question de

toucher. Alors, les pêcheurs peuvent bien faire faillite et les matelots être débarqués, les bateaux peuvent bien sortir par tous les temps et pêcher dans des zones dangereuses, l'important pour Sarkozy c'est de faire des phrases.

P. G.

• Italie

# Deux ouvriers asphyxiés à fond de cale

**Les travailleurs des ports italiens ont arrêté le travail, entre le 19 et le 21 janvier, à la suite de la mort de deux de leurs camarades, asphyxiés dans la cale d'un navire dans la nuit du 17 au 18 janvier.**

Le danger est pourtant connu, et les mesures de sécurité existent. Un navire sous pavillon panaméen, le *World Trader*, arrivé peu auparavant à Porto Marghera, le port industriel proche de Venise, devait être vidé de son chargement de soja. Or un tel chargement dégage par fermentation une grande quantité de gaz carbonique et de monoxyde de carbone, et la cale du navire doit être aérée pendant plusieurs heures avant toute intervention humaine. De plus, le taux d'oxygène présent dans l'atmosphère de la cale doit être mesuré, et ne doit pas être inférieur à 17 %. C'était loin d'être le cas.

D'après les mesures faites par les pompiers après l'acci-

dent, le taux d'oxygène dans la cale n'excédait pas 5 % et la concentration de monoxyde était forte. Le premier ouvrier descendu à fond de cale s'est évanoui immédiatement. Son camarade, qui s'en est aperçu et a voulu lui porter secours, a également perdu connaissance. Un troisième, un marin roumain de l'équipage, a donné l'alarme. Muni d'un appareil de respiration, il a réussi à ramener l'un des deux accidentés à la surface et tenté de le ranimer à l'aide d'une bombonne d'oxygène... mais celle-ci s'est révélée vide.

Il s'avère maintenant que le commandement du navire a fait commencer le déchargement peu après son arrivée à Porto Marghera. Les deux ouvriers du port étaient l'un

intérimaire, l'autre employé par une société de sous-traitance, et n'avaient sans doute guère le choix que d'accepter les conditions imposées, en espérant que le nécessaire ait été fait. Or, de toute évidence, les mesures de sécurité élémentaires n'avaient pas été prises.

C'est sans doute très souvent le cas, même si ce n'est pas à chaque fois mortel. Sur les ports italiens, comme dans le reste de l'industrie, les emplois précaires en intérim ou en sous-traitance se sont multipliés, de même que le transport sur des navires à pavillon de complaisance avec des équipages peu formés et sous-payés, des matériels de sécurité hors d'usage et l'impératif de faire le plus vite possible.

Ces deux morts viennent donc s'ajouter à la triste série des « morts blanches », ainsi



qu'on nomme en Italie les morts par accident du travail, particulièrement nombreuses. Début décembre, ce sont six ouvriers de l'usine Thyssen-Krupp de Turin qui sont morts brûlés dans un incendie survenu au laminoir, là aussi en l'absence de la sécurité la plus élémentaire. Mais c'est chaque jour que des travailleurs meurent dans des usines, des chantiers, des entrepôts.

Début décembre, les travailleurs turinois ont manifesté contre cette insécurité ; c'est maintenant le tour des travailleurs des ports. Mais pour tous, mettre un terme à l'arrogance et au mépris de la vie d'un patronat prêt à exploiter les travailleurs dans n'importe quelles conditions devient une question de vie ou de mort.

André FRY

## Le pape n'ira pas à la « Sapienza »

**« Censure », « intolérance » : c'est ainsi que les responsables de l'Église italienne et du Vatican ont réagi après que le pape a dû annuler une visite prévue à l'université de la Sapienza, à Rome, le 17 janvier.**

En effet le pape Benoît XVI considérerait comme tout à fait normal de se rendre dans cette université dédiée à de nombreuses disciplines scientifiques et d'y faire un discours pour l'inauguration de l'année académique. Mais nombre d'universitaires et d'étudiants ne l'ont pas entendu ainsi. Dans une lettre signée par 67 universitaires, ceux-ci ont défini cette visite comme « incongrue ». La lettre rappelait notamment qu'en 1990 le pape, qui n'était encore que le cardinal Joseph Ratzinger, avait défendu l'attitude passée de l'Église en déclarant que, « à l'époque de Galilée, l'Église avait été plus fidèle à la raison que Galilée lui-même », ajoutant même que « le procès contre Galilée avait été raisonnable et juste ». « En tant que scientifiques fidèles à la raison et se dédiant au progrès et à la diffusion des connaissances, ce sont des paroles qui nous offensent », concluaient les signataires en demandant

l'annulation de la visite.

Des collectifs universitaires ayant en outre promis de manifester contre la venue du pape, le Vatican a dû renoncer, déclarant que les conditions de sécurité ne seraient pas assurées. Mais dans les jours qui ont suivi, les médias, les partis politiques, y compris de gauche, et bien sûr tout ce que l'Italie compte d'associations catholiques se sont déchaînés pour dénoncer l'« atteinte à la liberté d'expression » dont le pape aurait été victime.

Pourtant ni le pape, ni l'Église italienne ne manquent jamais de s'exprimer et en ont largement les moyens. Et s'il y a intolérance, c'est peut-être dans le sens où il peut y avoir intolérance à certains produits trop utilisés. Une partie de la société italienne commence à en avoir assez des interventions tous azimuts d'une Église qui se croit chez elle partout, qui prétend dicter sa morale

dans tous les domaines et devant laquelle les hommes politiques de tout bord s'inclinent servilement.

Et puis rappelons qu'en 1633 le savant italien Galilée avait été condamné à la prison à vie par l'Église pour avoir affirmé que la Terre tournait et n'était pas le centre de l'univers. Il a fallu attendre 1992 pour qu'il soit réhabilité et il se trouve encore aujourd'hui des représentants de l'Église, et non des moindres, pour justifier la décision d'il y a presque quatre siècles. Obscurantiste, l'Église l'est toujours ; elle n'ose plus condamner ceux qui disent que la Terre tourne mais s'oppose, par exemple en biologie, à l'utilisation de techniques scientifiques qui pourraient être d'une grande aide dans la lutte contre certaines maladies.

Alors oui, vouloir ouvrir au pape une université consacrée à la science est à peu près aussi incongru que vouloir nommer une cartomancienne professeure à la Faculté.

A.F.

• Medef

## Les vœux des ouvriers russes

Dans sa *Lettre confidentielle internationale* n° 9 (datée de fin 2007), le Medef jette des « regards (inquiets) sur la Russie » et sur « des tensions sociales [dans ce pays qui] pourraient traduire le mécontentement de toute une frange de la population ». En 2007 en effet, des grèves se sont développées sur fond, dit le Medef, de hausses de salaires de 10 à 20 % qui « sont devenues coutumières ces dernières années dans les grandes villes ».

Notant que Ford est « confronté à une grève sur son site de Vsevoljok (près de Saint-Petersbourg) depuis le 20 novembre 2007, bloquant l'assemblage des Focus », l'organisation patronale française précise pour ses lecteurs que « le secteur automobile n'est pas le seul à être touché ». « L'année 2007, dit-elle, a été particulièrement agitée dans le secteur public comme dans le secteur privé : ont ainsi connu des difficultés (en clair, des grèves) les services postaux et portuaires

de Saint-Petersbourg, l'usine Heineken, l'entreprise de pétrochimie Soyuzneftgaz et même les chemins de fer de RZD qui menaçaient de bloquer les transports à la veille des élections législatives, une grève qui a été interdite ».

Et, dans sa conclusion, le Medef de mettre en garde ses adhérents : ces « tensions [qui] traduisent une insatisfaction face à l'augmentation rapide du coût de la vie et/ou le souhait des salariés de profiter des bénéfices dégagés par leur entreprise » sont « un critère à prendre en compte lorsqu'on s'implante aujourd'hui en Russie ».

Alors, pour 2008, souhaitons que ce « critère » des luttes ouvrières, les employeurs aussi bien locaux qu'internationaux aient encore plus de mal à le digérer qu'en 2007 !

P.L.



## • Allemagne

# Nokia licencie, après avoir encaissé toutes les aides possibles

**Nokia a annoncé, le 15 janvier, qu'il allait fermer, d'ici la fin du premier semestre 2008, son usine de Bochum, dans la Ruhr. Cela signifie jeter sur le pavé plus de 4 000 travailleurs (2 300 en CDI, 1 000 en intérim et 1 000 chez les sous-traitants). Dès le 21 janvier des centaines d'intérimaires ont été renvoyés. Mais sans aucune gêne le trust voulait faire tourner l'usine le dimanche 20, ce que le Conseil d'entreprise a tout de même refusé.**

Nokia irait-il mal ? Pas du tout. C'est le premier fabricant de téléphones portables au monde. Il a affiché pour 2006 un bénéfice de 1,7 milliard d'euros. Et tous les économistes s'attendent à ce que son bénéfice 2007 qui sera publié le 24 janvier atteigne un nouveau record. « *Les coûts de production sont trop élevés en Allemagne* », prétend la direction. C'est un mensonge éhonté. Pour la quatrième année consécutive, l'Allemagne a été en 2007 la championne du monde des exportations, autant dire quelle est « compétitive » sur le mar-

ché mondial. Quant aux salaires, ils ne représentent que 5 % des coûts totaux de production de l'usine.

quotidien WAZ, il aurait reçu, l'an passé, 33 millions d'euros de l'Union européenne pour s'installer en 2008 à Cluj, en

puisées sur les fonds publics pour aider le grand patronat, sans aucune garantie pour l'emploi. L'institut IfW de Kiel

de Nokia a suscité une profonde émotion car elle représente une véritable catastrophe pour la région de Bochum, où Opel a déjà licencié plusieurs milliers de travailleurs en 2004, sans compter que de nouvelles menaces planent sur l'avenir de l'usine automobile.

Les politiciens de droite comme de gauche, après avoir voté les subventions au trust de la téléphonie, proposent maintenant... de boycotter Nokia. Quant à l'IG Metall, le syndicat de la métallurgie, il propose de défendre l'emploi en étant prêt à « renégocier » les conditions de travail et les salaires.

Face aux requins du capitalisme, les travailleurs ne peuvent compter que sur leur colère. La manifestation de solidarité organisée à Bochum le 22 janvier, qui a rassemblé, autour des salariés de Nokia, près de 15 000 personnes, dont de nombreux travailleurs d'Opel et de Thyssen-Krupp qui avaient débrayé pour l'occasion, peut être une première étape de la mobilisation nécessaire.

**Henri MARNIER**



En réalité, Nokia avait encaissé plus de 80 millions d'euros de subventions diverses pour s'implanter à Bochum en 1988. Quelques années plus tard, il s'est mis en chasse de nouvelles « aides ». Selon le

Roumanie, où une partie de la production sera délocalisée. Cette affaire est révélatrice du scandale que représente, en Allemagne comme en France, les subventions à l'industrie. Des sommes considérables sont

estime ainsi à 145 milliards d'euros le montant annuel des subventions allouées par les caisses publiques (État fédéral, Länder et communes) pour attirer des investisseurs.

L'annonce de la fermeture

## • Grande-Bretagne

# Flambée des prix et austérité pour les salariés

**L'année 2008 aura commencé en Grande-Bretagne par des augmentations de prix – dans le gaz et l'électricité. Preuve que la privatisation ne favorise pas les consommateurs, les entreprises privées qui se partagent le marché ont annoncé des hausses simultanées de 15 et 27 %, sous prétexte de hausse du pétrole... même si Npower, filiale du groupe anglo-allemand RWE, a reconnu non sans cynisme qu'elle achète le combustible de ses centrales dans le cadre de contrats à prix constant d'une durée de 3 à 5 ans.**

Npower et sans doute nombre de ses rivales sont donc encore protégées de la hausse du pétrole, mais qu'importe, puisque le pré-

texte est là !

Sont venues ensuite les compagnies de chemin de fer, avec des hausses de 10-15 %. Comble d'ironie, au moment même où elles annonçaient ces hausses, le trafic a brutalement été interrompu pendant quatre jours par un retard de travaux sur un tiers de la ligne la plus chargée du pays (Londres-Manchester-Glasgow) ! Vu les retards constants des trains et les tarifs, déjà les plus élevés d'Europe, cela n'amuse pas les usagers !

Les hausses affectent aussi des produits de première nécessité. Les œufs ont augmenté de 21 %, le beurre de 23 %, le cheddar (le fromage le plus consommé) de 16 %. Là, ce n'est pas le pétrole mais la hausse du prix des aliments pour animaux. Rien à voir avec

le quasi-monopole d'une demi-douzaine de groupes alimentaires et de trois chaînes de supermarchés, bien sûr !

Puis vient l'immobilier. Si la hausse des prix de ces dernières années – plus importante même qu'aux USA – a apparemment atteint un palier, les loyers et les traites continuent à augmenter. Car, si la Banque d'Angleterre a réduit son taux de base, les prêteurs ont augmenté le leur et la quasi-totalité des prêts sont à taux variable.

Quant aux recours, si l'on peut dire, des salariés face aux impayés – emprunt sur carte de crédit ou sur le logement, pour les accédants à la propriété – ils sont de moins en moins possibles, les banques se montrant plus exigeantes. Comme quoi, être pauvre

revient de plus en plus cher, ce qui est quand même un comble ! Du coup, les faillites personnelles augmentent en flèche.

Le premier ministre Brown a anticipé cette situation en disant dans son discours de rentrée que le pays entrait dans une « année dangereuse ». Pour une fois, il ne parlait pas de terrorisme, mais d'inflation, qui pourrait être, selon lui, aggravée par des hausses de salaires « inconsidérées ». Les travailleurs des services publics et d'État devront donc se satisfaire de 2 % (comme l'an dernier d'ailleurs, sauf à la poste où il y a eu des grèves), c'est-à-dire la moitié de l'inflation officielle, sans parler de l'inflation réelle subie par les travailleurs.

Quant au gouvernement, il

se frotte les mains à l'idée du supplément de revenu sur la TVA et la taxe pétrolière (sur le 1,4 euro du litre d'essence, les 2/3 vont à l'État). Les députés, eux, vont se voter une rallonge de 10 % sur trois ans, sur des salaires pourtant plus que confortables, à 18 700 euros par mois, frais de représentation inclus. Et rien n'indique que la hausse des profits patronaux, dans la fourchette des 15-30 % l'an dernier, soit près de s'effondrer.

C'est donc au monde du travail et à lui seul qu'il faudrait payer. À moins que l'on ne voie les travailleurs britanniques retourner la facture à la bourgeoisie et à ses fondés de pouvoir travaillistes.

**François ROULEAU**

## • Blocus de Gaza

# Le gouvernement israélien veut rendre la vie impossible aux Palestiniens

Depuis le jeudi 17 janvier, l'État d'Israël impose un blocus presque total au territoire palestinien de Gaza, en réponse à des tirs de roquettes lancés sur le sud du pays. Tous les points de passage entre Gaza et Israël ont été fermés et les livraisons de carburant suspendues. Seule une livraison de médicaments et de gazole a été autorisée lundi 21, bien insuffisante ne serait-ce que pour assurer le minimum nécessaire pour faire vivre une population d'un million et demi d'habitants.

La situation est très vite devenue dramatique pour la population palestinienne. L'unique centrale électrique a cessé de fonctionner dès dimanche, plongeant la ville de Gaza dans le noir. En raison de

la pénurie d'essence, seules quelques voitures peuvent encore circuler, tandis que les pêcheurs restent à quai et que les commerces ferment. Pire, les coupures d'électricité affectent le pompage et la distribution de

l'eau (déjà rationnée en temps normal), ainsi que le fonctionnement des hôpitaux : ceux-ci ne peuvent assurer que les urgences, et encore difficilement, et ils n'ont que deux à trois jours de réserve de carburant pour les générateurs. L'aide alimentaire distribuée par différents organismes internationaux et dont dépendent 80 % des Palestiniens pour se nourrir, risque elle aussi d'être stoppée dans les jours qui viennent, faute de pouvoir faire rouler les véhicules et par manque

de sacs en plastique pour la transporter.

« En ce qui me concerne, tous les habitants de Gaza peuvent se déplacer à pied et manquer d'essence pour leur voiture car ils sont gouvernés par un régime assassin », a déclaré le Premier ministre israélien Ehoud Olmert ; « la population de Gaza doit comprendre que tant que le Hamas est au pouvoir, nous ne lui fournirons que le strict minimum ». On ne saurait être plus clair : la politique menée par le gouvernement israélien vise à

isoler le Hamas en rendant la vie insupportable aux Palestiniens qui l'ont porté au pouvoir, et en étranglant toute vie économique dans le territoire de Gaza, au risque de jeter encore plus la population de Gaza dans les bras du Hamas. Et en même temps qu'Olmert dénonce un régime palestinien « assassin », l'armée israélienne a mené plusieurs opérations militaires dans la bande de Gaza depuis le 15 janvier, tuant 36 Palestiniens.

Marianne LAMIRAL

## • Kenya

# Les affrontements sanglants continuent

**Pas un jour ne se passe au Kenya sans son lot de morts, criblés de balles, dans les grandes villes du pays et notamment la capitale, Nairobi. Le bilan des émeutes et des affrontements qui ont suivi les élections s'élèverait à au moins 700 morts et 250 000 personnes déplacées.**

Ces derniers jours, l'opposition a continué les manifestations pour réclamer la démission du président Kibaki. Le 27 décembre dernier, Kibaki, chef du Parti pour l'Union Nationale (UNP en anglais), a subi une cuisante défaite électorale aux élections législatives. Ne voulant pas subir le même sort à l'élection présidentielle, qui se déroulait en même temps, il s'est autoproclamé élu, déclenchant la colère de l'opposition et embrasant le pays.

On assiste aujourd'hui au Kenya à l'explosion d'une poudrière, faite de pauvreté et de relents de conflits inter-ethniques, dont les racines remontent à la colonisation britannique. Pour asseoir sa domination, les colonisateurs avaient dressé les ethnies les unes contre les autres, et en particulier celle des Kikuyu contre celle des Luo. Cette division est aujourd'hui au centre des manœuvres des deux principaux acteurs de la crise actuelle, Mwai Kibaki et le leader de l'opposition, Raila Odinga.

Au lendemain de l'Indépendance, à la fin de l'année

1963, les leaders nationalistes kenyans, loin de chercher à se débarrasser de cet héritage empoisonné, en firent le socle sur lequel se développa l'infime minorité formée par la bourgeoisie kenyane, recrutée à l'époque dans les rangs Kikuyu. Mais comme cette ethnie était elle-même formée d'une multitude de sous-ethnies, celles-ci devinrent la base d'un système de clientélisme dans les rivalités entre politiciens. Tandis que l'affairisme et la corruption de la bourgeoisie faisait sombrer le pays toujours plus loin dans la pauvreté, les rivalités entre clans politiciens ont contribué à la décomposition actuelle de l'État kenyan, suivant des lignes de fractures marquées par l'ethnisme.

Dans les bidonvilles de la capitale, Nairobi, là où auparavant, Kikuyu et Luo vivaient côte à côte, dans la même misère, le piège ethnique menace de se refermer. Ainsi voit-on des bandes de jeunes Luo, armés de machettes, dresser des barrages et pourchasser des Kikuyu. Mais l'ethnisme n'est pas toujours à la base des exactions qui sont commises. Ainsi, dans le bidonville de Matharé, ce sont des bandes armées de la secte religieuse des Mungiki qui sèment la terreur. Bien que les Mungiki se recrutent essentiellement parmi l'ethnie Kikuyu, ce sont essentiellement des malfrats qui vivent du racket de la population pauvre. Mais surtout, ils se vendent au plus

offrant à qui ils servent d'hommes de main ou d'auxiliaires, qu'il s'agisse de politiciens ou des forces de répression. L'existence de telles bandes armées est révélatrice de la désintégration du pays.

Bien que prenant, en partie, la forme d'affrontements ethniques, la crise actuelle est surtout le produit de la misère dans laquelle est plongée la majorité de la population du pays. En Europe, on connaît surtout le Kenya par les photos de plages et de safaris des agen-

ces de voyage. Or derrière, les inégalités se sont aggravées. À Nairobi, plus de 60 % de la population vit dans des bidonvilles, parfois tout près de résidences luxueuses, comme celle de l'ancien dictateur Arap Moi. Les inégalités sociales entre régions se sont aussi creusées. Si dans la province centrale, la majorité des enfants est scolarisée, un sur trois l'est dans le Nord-Est du pays. Dans une autre province, il existe un médecin pour 120 000 habitants.

Nombre de ceux qui mani-

festent aujourd'hui sont d'anciens paysans pauvres chassés de leurs terres, des prolétaires sans travail ou des jeunes vivant dans des case-mates, sans eau ni électricité, et survivant avec moins de un dollar par jour. Les masses pauvres kenyanes ne peuvent attendre d'un Mwai Kibaki que des balles. Mais elles n'ont rien à attendre non plus d'un Raila Odinga, lui, qui en 2005, était encore ministre du gouvernement Kibaki.

René CYRILLE

## Odinga et Kibaki, deux politiciens issus du sérail de la dictature

**Les deux hommes qui s'affrontent aujourd'hui, le président Mwai Kibaki, comme son rival Raila Odinga, sont de vieux chevaux de retour. Tous deux ont fait leurs classes sous la dictature d'Arap Moi, qui régna sur le Kenya de 1978 à 2002.**

Mwai Kibaki fut vice-président du régime Moi, de 1978 à 1988, avant de passer à l'opposition dans les années 1990. Raila Odinga, pour sa part, fils du premier vice-président du Kenya, oscilla entre les postes ministériels dans le régime de Moi et les cachots de ses prisons.

En 2002, la Constitution força Moi à la retraite. Mwai Kibaki lui succéda en battant le candidat de l'ancien parti unique, lors d'une élection

tenue la même année. À l'époque Kibaki se présentait comme l'homme du changement, déterminé à éradiquer la corruption. Mais les illusions furent de courte durée. Dès 2005, celui que Kibaki avait chargé de la lutte contre la corruption dans son gouvernement se réfugiait à Londres, craignant pour sa vie, tandis qu'éclataient une série de scandales financiers portant sur des centaines de millions de dollars.

Après l'élection de 2002, Odinga, auparavant opposé au parti de Kibaki, se rabibocha avec lui et rejoignit son gouvernement. L'alliance ne dura guère puisqu'en 2005, Odinga se retrouva leader de l'opposition, à la tête d'une coalition de circonstance, le Mouvement Démocratique

Orange (Orange Democratic Movement, ODM, en anglais), inspiré de la « révolution orange » en Ukraine.

Les deux hommes qui s'affrontent aujourd'hui pour le pouvoir ont donc l'un et l'autre une lourde part de responsabilité dans la décomposition de l'État et la pauvreté extrême subie par la majorité de la population.

Bien que sa réélection ait été contestée, Kibaki s'accroche au pouvoir. Cependant, demain, il n'est pas impossible qu'Odinga s'entende avec lui, en échange d'une place à la hauteur de ses ambitions personnelles car, sur le plan politique, rien n'oppose les deux rivaux.

R.C.

## • Santé

# Le bluff des médicaments « devant le comptoir »

**Certains médicaments vendus sans ordonnance seront bientôt en libre-service dans les pharmacies. Et, sans honte, la ministre nous affirme que c'est pour faire baisser leur prix en faisant jouer la concurrence.**

Jusqu'à présent, dans les pharmacies, les seuls produits accessibles aux clients sur les linéaires sont les produits de parapharmacie. Les médicaments, eux, doivent obligatoirement être inaccessibles et rangés derrière le comptoir. C'est la loi. Elle a pour but d'éviter l'achat de médicaments potentiellement dangereux sans l'avis, le « conseil » du pharmacien.

La ministre de la Santé, Roselyne Bachelot, propose que, dès le deuxième trimestre 2008, certains des médicaments délivrables sans ordonnance – et le plus souvent désormais non remboursés – soient placés « devant le comptoir ». Des antalgiques, des antitussifs, les veinotoniques ou encore des produits pour la digestion ou le sevrage tabagique seront donc alignés dans la pharmacie. On pourra comparer les prix et choisir avant de passer à la caisse. « *La concurrence fera baisser les prix* » promet la ministre. Le président du syndicat patronal des industriels de la pharmacie renchérit : « *Les patients n'ont qu'à faire jouer la concurrence.* ». Il ose même affirmer : « *Rien ne les empêche [les patients] de faire plusieurs officines pour trouver le meilleur prix.* » (!)

Certes, aujourd'hui, quand on demande au pharmacien un sirop ou de l'aspirine, c'est lui qui choisit celui qu'il nous délivre. Demain, on pourra au moins choisir le moins cher. Mais... à condition de pouvoir s'y retrouver, c'est-à-dire de connaître le nom des médicaments et des molécules qui les composent. Sans compter que même un simple sirop contre la toux ou un médicament contre la douleur ne sont pas dénués de contre-indications, d'effets secondaires, d'interactions éventuellement dangereuses avec d'autres médicaments et cette pression commerciale vers l'automédication ne va pas sans risques pour la santé.

Mais c'est aussi et surtout une véritable entourloupe ! Si les médicaments délivrés sans ordonnance sont aujourd'hui si chers, c'est parce que, depuis maintenant plus de 15 ans, les gouvernements successifs se

sont acharnés à les dérembourser par vagues successives. Une fois déremboursés, leur prix est libre, fixé comme bon leur semble par le laboratoire et le pharmacien. Après avoir été déremboursés, certains veinotoniques, tel le Daflon, ont vu

leur prix bondir de plus de 30 % entre 2007 et 2008, et celui de certains antitussifs, comme le Pneumorel, a plus que doublé !

Ce n'est pas en changeant la place des médicaments dans l'officine qu'on peut faire bais-

ser le prix des médicaments mais en imposant aux trusts de la pharmacie – qui font des bénéfices exorbitants – des prix correspondant à la réalité de leurs coûts de production.

Sophie GARGAN



## L'absurdité de la « concurrence »

Pour ne prendre qu'un exemple, celui du paracétamol, un des médicaments les plus utilisés contre la douleur et la fièvre.

Si on ne tient compte que des spécialités dans lesquelles il est le principe actif unique, le paracétamol est commercialisé par... dix laboratoires de l'industrie pharmaceutique

– dont des très gros, tels Sanofi-Aventis, Bristol-Myers-Squibb, Glaxo, etc. – auxquels viennent s'ajouter... quinze entreprises commercialisant des génériques qui sont loin d'être tous les mêmes que les précédents.

Dans chacun il est mis sous forme de comprimés ou autres, et mis en boîtes qui

sont imprimées avec des noms différents. Puis, des commerciaux le proposent aux médecins et pharmaciens. Puis il est acheminé par des transporteurs, etc. etc.

Un des exemples, s'il en fallait, du gâchis et de l'absurdité entraînés par cette économie basée sur la concurrence.

S.G.

## De la franchise au mensonge

Bruno-Pascal Chevalier, le malade du sida qui fait la grève des soins depuis plus de trois mois, pour protester contre l'instauration des franchises médicales, a reçu un courrier de Nicolas Sarkozy, tentant très maladroitement de défendre sa politique en matière de santé. Reprenant au passage son laïus en forme d'aveu sur ces franchises qui permettraient, d'après lui, de « *mieux prendre en charge des millions de personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer, du cancer ou en soins palliatifs* », le chef de l'État prétend que « *les franchises ne privent pas de soins les plus vulnérables* »

puisque « *les plus démunis en sont exonérés, ainsi que les enfants et les femmes enceintes* » ; il affirme « *les franchises sont assurables par les organismes complémentaires dans le cadre des contrats responsables* ».

C'est faux ! Plusieurs associations de malades et les dirigeants des mutuelles ont relevé ce mensonge. En effet, quand le gouvernement a instauré les franchises médicales, il a tenu à dissuader les assureurs de complémentaires et les mutuelles de les rembourser. Il est prévu que si ces organismes le faisaient quand même, certains avantages fis-

caux très importants leur seraient supprimés. Résultat, les « *contrats responsables* » ne remboursent pas les franchises.

L'instauration des franchises médicales est un acte sauvage et nocif. À cause de l'aspect financier, bien sûr, puisque les sommes restant à la charge des malades vont atteindre des sommes très importantes. Sur le fond ensuite, car le gouvernement vise ainsi à culpabiliser les malades, à les rendre « *responsables* » de leur maladie. C'est ignoble.

Bertrand GORDES

## • Cadeaux au patronat

# « Donner c'est donner, reprendre c'est voler »

Les sénateurs de droite Nicolas About et Alain Vasselle se sont penchés sur les exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises. Elles représentent une trentaine de milliards d'euros, pas toujours compensés auprès des organismes de Sécurité sociale.

Ils ont découvert que sur la cinquantaine d'exonérations diverses votées par le Parlement en deux ans, la moitié n'avait pas été discutée avec les organismes sociaux, ni même avec le ministère dont ils dépendent. Les parlementaires les ont donc accordées sans du tout se préoccuper de l'équilibre des comptes sociaux.

L'exemple vient de loin et de haut puisque, entre autres, Sarkozy avait annoncé aux pêcheurs qui protestaient contre le prix du fioul qu'ils seraient dispensés de cotisations sociales pour six mois. L'État se sert ainsi allégrement dans les caisses des organismes sociaux, c'est-à-dire dans les poches des travailleurs, pour faire des cadeaux au patronat ou pour colmater quelques brèches. Puis, après avoir vidé les caisses il crie au déficit !

Les deux sénateurs ne proposent tout de même pas d'arrêter ces cadeaux, mais simplement de les régler un peu. Si leur projet de loi passe, les exonérations de cotisations sociales votées au Parlement seront obligatoirement examinées dans la loi de finance de la Sécurité sociale suivante et donc éventuellement désavouées quelques mois après avoir été accordées.

Mais ce dernier cas semble si peu probable aux sénateurs qu'ils n'ont pas même prévu de remboursement par les patrons qui auraient bénéficié d'exonérations indues...

Paul GALOIS

## • Aker Yards

# Cachez ces accidents que je ne saurais voir

Aux chantiers navals Aker Yards comme dans d'autres entreprises, les conditions de travail se dégradent. C'est pourtant toute la hiérarchie, du PDG jusqu'aux chefs d'ateliers les plus zélés, qui la main sur le cœur nous expliquent qu'il est important de baisser le nombre d'accidents du travail.

Il ne faut pas travailler longtemps aux Chantiers pour constater le cynisme de ces déclarations car si leur slogan est « zéro accident » les travailleurs peuvent vérifier tous les jours que leur objectif est plutôt « zéro déclaration d'accident ».

Nous en avons eu un exemple particulièrement choquant récemment dans un atelier des Chantiers. Une soudeuse a passé son pied au travers d'un trou dans une nappe de tôle. La douleur étant forte, elle a été amenée à l'infirmerie où le médecin du travail, après examen, lui a demandé de retourner à l'atelier et d'attendre sur place l'évolution

de sa blessure !

La collègue, de retour à l'atelier et voyant sa douleur augmenter, décida finalement de rentrer chez elle. C'est par ses propres moyens, aidée de sa famille, qu'elle a dû se rendre à l'hôpital où le verdict fut sans appel : double fracture du pied !

Même si le médecin du travail porte sa responsabilité dans cette histoire, il n'est qu'un des maillons d'une politique du patron visant à réduire ses cotisations à la Sécurité sociale. Celles-ci sont en effet directement liées au nombre d'accidents du travail qu'il aura déclaré et toutes les pressions sont bonnes pour que les chiffres baissent.

De nombreux travailleurs se voient tous les jours reprocher leur passage à l'infirmerie pour des coupures, des corps étrangers dans l'œil et on leur dit que cela pèse dans leur augmentation individuelle. Les responsables d'ateliers n'hésitent pas à

téléphoner chez un salarié arrêté en accident, pour demander s'il lui est possible de revenir travailler en « poste doux ». Des chefs d'atelier nous ont même assuré que s'il y avait des aggravations dues à notre retour au travail, nous serions remis en « accident du travail ». Nous voilà rassurés !

Dans le même temps, la sécurité collective (aspirations de fumées de soudure, échafaudages, lumière à bord, etc.) est plus que jamais négligée et on demande aux salariés d'effectuer des travaux dans des conditions que tout le monde sait dangereuses.

Depuis quelques semaines, de nombreux débrayages se font à la fois pour des primes, les salaires, et pour s'opposer aux pressions du patron sur les arrêts de travail. Nul doute que face au cynisme de la direction, il faudra nous aussi continuer à mettre la pression et hausser le ton.

## • Efor

# Une structure d'insertion professionnelle en cessation d'activité

EFOR est en situation de cessation de paiement depuis le 17 janvier 2008. Ce centre de formation et d'insertion professionnelle employait une vingtaine de salariés en région Champagne-Ardenne, dont la moitié à Troyes, dans l'Aube, et l'autre dans les Ardennes. Les stagiaires ont été, eux, recueillis dans une structure d'insertion plus grosse.

L'établissement existait depuis vingt ans mais connaissait depuis deux ans d'importantes difficultés financières. Il fonctionne avec des subventions du Fonds social européen, de l'ANPE et des collectivités territoriales, assurant notamment des suivis de demandeurs d'emplois et subit les aléas des budgets investis dans l'insertion. EFOR a connu alors un plan de redressement financier, avec... la démission de la directrice et du comp-

table. Ils n'ont pas été remplacés depuis.

Fin décembre 2007 nous n'avons touché que 70 % de notre salaire. Déjà, les notes de frais n'étaient plus remboursées depuis octobre 2007, alors que la plupart des salariés utilisent leur véhicule personnel pour se déplacer quotidiennement dans tout le département dans le cadre professionnel. Même les cotisations salariales ne sont plus payées depuis au moins un trimestre.

Au retour des congés de fin d'année, le téléphone des centres de formation de Charleville et de Troyes était mis en communication restreinte. Nous ne pouvions plus émettre d'appel. Ce qui revient à dire que nous étions dans l'impossibilité de continuer à travailler.

L'équipe de Troyes s'est imposée à l'assemblée générale extraordinaire du conseil

d'administration qui a décidé de mettre l'association en cessation de paiement et promis de payer le reliquat des salaires de décembre et de rembourser les frais de déplacements. Pour les salaires, cela était fait le lendemain, mais pas pour les frais de déplacements.

Par contre, le chauffage des locaux du centre des Ardennes était coupé dès le lundi suivant. Ces collègues sont rentrés chez eux. Dans l'Aube, nous risquons de connaître la même situation d'ici quelques jours.

Nous attendons tous que les membres du CA fassent les démarches nécessaires, saisissent le tribunal de grande instance pour solliciter la liquidation financière, et surtout pour que les salaires de janvier et les frais engagés par les salariés, en plus des diverses cotisations, soient pris en charge par les fonds sociaux.

## • Dans notre courrier

Ivry-sur-Seine  
Groupe scolaire Makarenko

# Non à l'expulsion de Nakesu Sebowa !

Arrêtée vendredi 4 janvier 2008 sans raison devant son domicile, une maman de deux enfants de 5 et 10 ans, scolarisés dans le groupe scolaire Anton Makarenko d'Ivry-sur-Seines a été maintenue en rétention à Plaisir (78). Nakesu Sebowa est congolaise (RDC). Elle n'a pas encore réussi à régulariser sa situation en France, et fait l'objet d'un arrêté préfectoral de reconduite à la frontière (APRF) confirmé par le tribunal administratif de Melun le 9 janvier, devant la famille, les enseignants et les parents d'élèves abasourdis. Le samedi 12 janvier, une manifestation partant du groupe scolaire a rassemblé plus de 100 personnes pour se rendre à l'Hôtel de ville où nous a accueilli le député-maire d'Ivry qui, entouré de l'équipe municipale, a assuré la famille de son soutien. La préfecture a, jusqu'à aujourd'hui, refusé de recevoir les représentants de parents, malgré nos demandes répétées et de nombreux

courriers. Jeudi 17 janvier, le groupe scolaire Makarenko a été occupé toute la journée par les parents d'élèves. La journée s'est terminée par un grand et chaleureux goûter solidaire au son de percussions brésiliennes et chansons pour enfants, où étaient présents parents d'élèves, enseignants et habitants du quartier et de la ville, et plusieurs élus.

Plus de 450 signatures de soutien ont été obtenues. À l'heure où nous écrivons, cette maman a été libérée mais elle peut être expulsée à tout moment vers le pays qu'elle a fui.

C'est ainsi qu'en France, on traite les parents immigrés et leurs enfants : des enfants qu'on veut séparer de leurs parents, de leurs amis, pour satisfaire les quotas et les objectifs de la honte. Pour nous parents, enseignants, citoyens, il est hors de question d'accepter cela.

Des parents d'élèves de l'école Makarenko

## Au sommaire de Lutte de classe n° 110 (février 2008)

### France

- La « modernisation du marché du travail », illustration lamentable de ce qu'est le « syndicalisme de proposition »

- Lutte Ouvrière et les élections municipales

### Où va la Belgique ?

### Italie

Du Parti Communiste au Parti démocrate

### Russie

Poutine, arbitre suprême d'un équilibre précaire

### Tribune de la minorité

Les leures du « communisme municipal »



Prix : 1,50 euro - Envoi contre quatre timbres à 0,54 euro

## • La Poste - Paris 08

# Les facteurs ont fait reculer la direction

**Après trois jours de grève, les facteurs de Paris 08 ont fini par obtenir que La Poste recule en partie sur son plan de restructuration.**

Il y a deux mois, la direction annonçait 111 suppressions d'emplois sur 340 à l'exécution, soit un facteur sur trois. Un peu avant la grève, elle n'annonçait plus que 100 emplois supprimés. Les trois jours de grève, de présence d'une centaine de grévistes tous les jours devant le bureau et en manifestation, malgré les provocations (14 petits cars de CRS présents dès le deuxième jour, à cause du courrier de la présidence de la République qui devait à tout prix sortir du bureau), ont montré qu'il était possible de s'unir et de faire reculer au moins en partie la direction. Au bout de trois jours, elle a finalement annoncé qu'elle remettait 33

emplois et qu'elle s'engageait à transformer en CDI la vingtaine de CDD qui au départ devaient être ni plus ni moins licenciés. Au total ce sont donc 64 collègues qui ont vu les menaces qui pesaient sur eux

s'éloigner, grâce à la mobilisation qui a accompagné cette grève.

Il reste beaucoup trop de postes supprimés, 67 encore aujourd'hui. Le travail devra être assuré par les facteurs res-

tants, ce qui entraînera à coup sûr une aggravation des conditions de travail.

La direction de La Poste n'a pas choisi cette fois-ci une politique jusqu'au-boutiste, comme elle a pu le faire dans

d'autres centres, et les grévistes l'ont amenée à reculer. Elle ne souhaitait pas avoir à faire à un mouvement de protestation, trop visible, en plein Paris dans le contexte actuel. Maintenant, pour mettre un véritable coup d'arrêt aux restructurations et aux dizaines de milliers de suppressions d'emplois programmées par la direction de La Poste, en cours et à venir, qui se succèdent tant sur Paris que dans tout le pays, il faudra bien que les employés fassent front tous ensemble.

Alors, dans ce contexte, les grévistes étaient plutôt satisfaits d'avoir fait reculer en partie la direction et de s'être fait respecter. Cela a permis de modifier l'ambiance du bureau. La reprise du travail s'est faite en chantant et au son des sifflets des grévistes.

Correspondant LO



Manifestation en février 2007.

## • CAF – Lyon

# Le mouvement pour les salaires continue

**Les salariés de la CAF de Lyon sont rentrés dans leur 28<sup>e</sup> jour de débrayages, lundi 21 janvier, pour des hausses de salaire.**

Aujourd'hui, plus de 70 % d'entre eux sont payés entre 1 200 et 1 300 euros net pour quinze à vingt ans d'ancienneté. Alors, avec les hausses de prix, mais aussi avec l'augmentation du rythme du travail, c'est 80 euros net mini qui sont réclamés pour tous, l'extension de la prime exceptionnelle de fin d'année pour tous également et l'augmentation de la prime de transport, qui se monte à 4 euros (!) depuis les années 1970.

Après une manifestation devant la préfecture du Rhône et d'autres à la direction, cette dernière s'est enfin décidée à faire des propositions au bout du 22<sup>e</sup> jour de débrayage (mieux vaut tard que jamais) : 37 euros par mois pour les plus bas niveaux et quelques avancements... ce qui ne fait pas le compte. Elle projette aussi de faire un groupe de travail avec un expert (!) pour « analyser le malaise » dans les conditions de travail... comme si elle ne le savait pas.

Des tracts ont été diffusés aux usagers pour expliquer les motifs du mécontentement et, dans l'ensemble, il y a eu un bon accueil et très souvent du sou-

tien, malgré les temps d'attente à l'accueil et le retard pris pour l'étude de certains dossiers. Toutefois les paiements mensuels des droits n'ont jamais été affectés, les grévistes sont conscients que derrière chaque dossier il y a des familles qui attendent le versement de leurs allocations.

La presse locale parle quotidiennement de la grève. Il faut dire que la mobilisation et la détermination du personnel n'ont pas été aussi grandes depuis longtemps.

Tous les jours, en moyenne, 27 % du personnel fait grève 55 minutes, ce qui oblige la direction à fermer l'accueil par demi-journée. Dans certains services, c'est 50 à 70 % des agents qui débrayent selon les jours.

Alors, tant que la direction n'aura pas lâché, les débrayages continueront et il y aura du monde à la manifestation du 24 janvier prochain, jour de grève aux côtés des fonctionnaires, pour ces salariés du privé qui sont attachés à leur mission de service public, celle de la Sécurité sociale.

Correspondant LO

## • Toyota – Valenciennes

# Économies dramatiques, au détriment de la sécurité



**Un incendie d'une cuve de filtration a de nouveau failli entraîner une catastrophe dans la nuit du vendredi 18 janvier au samedi 19 janvier. Heureusement il ne s'est pas étendu aux canalisations de gaz, ni aux huiles utilisées partout.**

Ces installations filtrent les fumées de soudure et les particules de métal, notamment le zinc, particulièrement inflammable. Elles devraient être régulièrement entretenues et nettoyées. Mais les réductions de personnel et le travail en trois équipes – plus le travail du week-end en ce moment – entraînent un manque d'entretien flagrant.

En décembre déjà, une autre cuve de filtration identique avait pris feu, l'évacuation de l'entreprise avait été chaotique, la sirène d'évacuation n'avait pas fonctionné et les pompiers de l'usine, aidés par plusieurs salariés, avaient eu bien du mal

à éteindre le feu.

Depuis, l'alarme incendie a été améliorée, mais aucun exercice d'évacuation n'a encore été organisé.

Et cette fois-ci, en plus, il s'est avéré que la lance à incendie du secteur était trop courte et que les trois pompiers de l'usine par équipe auraient été bien insuffisants s'ils n'avaient pas été secondés par les salariés du secteur, pompiers volontaires dans le civil.

En fait, malgré la première alerte, c'est au moindre coût que la direction a traité les risques d'incendie... comme les autres risques d'ailleurs. Il existe notamment des cuves permet-

tant d'évacuer l'électricité statique – une des causes possibles du départ d'incendie – coûtant un peu plus cher bien sûr... Mais ce ne sont pas celles-là que l'entreprise a achetées.

Toyota accumule d'énormes bénéfices pour les actionnaires, au détriment de la sécurité du personnel. C'est pour cela qu'à la réunion du CHSCT qui a suivi l'incendie une majorité syndicale s'est dégagée pour transmettre à l'Inspection du travail l'enquête sur cet incendie.

Cela aidera à faire connaître plus largement l'insécurité qui règne dans l'entreprise, mais il faudra une mobilisation du personnel pour imposer des mesures de sécurité plus efficaces.

Correspondant LO

## • RATP – Région parisienne

# Face à une direction revancharde, des travailleurs ripostent

Depuis la fin de la grève de novembre 2007 contre les attaques du gouvernement envers les retraites, la direction de la RATP se croit les coudées franches et entend la faire payer durement à ceux qui se sont mobilisés.

La direction de la RATP va très loin et veut faire passer les grévistes pour des délinquants. En effet elle a déposé des plaintes contre X au pénal pour des faits commis pendant la grève. C'est ainsi que, dans un premier temps, deux conducteurs de la ligne 6 (Nation-Étoile) sont restés en garde à vue pendant environ dix heures, accusés d'avoir coupé le courant pendant la grève pour empêcher les quelques trains de non-grévistes de rouler.

Dans la journée du mercredi 16 janvier, à nouveau deux conducteurs du terminus Pont-de-Sèvres de la ligne 9 (Pont-de-Sèvres – Mairie-de-Montrouil) ont été convoqués par la police et mis en garde à vue sous les mêmes prétextes mensongers. Mais cette fois, la colère des conducteurs de la ligne 9 a

éclaté. Ceux qui étaient présents se sont rendus en délégation à la direction, décidés à se mettre en grève et à fermer la ligne, si leurs camarades n'étaient pas relâchés sans délai... ce qui a amené la direction à prier la police de relâcher nos camarades gardés à vue !

Dans d'autres secteurs, au dépôt de bus des Lilas par exemple, un peu plus d'une trentaine de grévistes sont convoqués pour des sanctions disciplinaires sous prétexte d'avoir « entravé la liberté du travail ». Selon la version de la direction, ils auraient empêché des non-grévistes, employés par la direction sur des lignes qui n'étaient pas les leurs, de sortir des bus. Là aussi, la riposte commence à s'organiser. Sur la ligne 8 du métro (Balard-Créteil), un conducteur est en butte aux repréailles de la direction, mais une première grève avec délégation des agents pour le soutenir est prévue pour le 25 janvier.

Pour le moment, les directions syndicales ne réagissent pas beaucoup face à ces attaques. Elles n'avaient d'ailleurs



pas exigé de la part de la direction qu'il n'y ait aucune sanction pour des faits liés à la grève. Pour l'instant, seule la CGT du réseau ferré prévoit une journée de grève, le 1<sup>er</sup> février, et un rassemblement pour soutenir les deux conducteurs de la ligne 6 qui passent au tribunal. Pourtant, cette volonté de revanche de la direction après un mouvement de grève est un peu nou-

velle par son importance. Il semble qu'elle veuille frapper fort, dans l'espoir d'éviter tout mouvement futur. Face à cela, la seule vraie réponse à lui faire, c'est de lui montrer que les tra-

vailleurs ne sont prêts ni à baisser la tête ni à abandonner leurs revendications, sur les retraites comme sur le reste.

Correspondants LO

## • Thermo-Magnésium (ex-Pechiney) Marignac (Haute-Garonne)

# Coup de force patronal contre les salariés

L'ancienne usine de Pechiney Electro-Métallurgie, devenue Thermo-Magnésium après le licenciement de la quasi-totalité du personnel de l'usine et son rachat par LBO il y a cinq ans, n'emploie plus aujourd'hui que 27 salariés.

Mais cela semble encore trop pour le président de la société : après avoir licencié plusieurs délégués syndicaux en décembre dernier, c'est maintenant 19 salariés qui ont reçu leur lettre de licenciement. Le prétexte : ces salariés auraient entamé une « grève illicite » en faisant grève pour protester contre le licenciement de leurs délégués.

En fait, les travailleurs de l'usine avaient aussi bien des raisons de faire grève en ce qui concerne les conditions de travail et de sécurité à l'usine.

C'est à la hussarde que ce triste sire a mené son sale travail : après le déclenchement de

la grève à la mi-décembre, il a mis à pied les salariés grévistes, fermé les portes de l'usine et fait changer les serrures des locaux du comité d'entreprise. Il a même tenté carrément de vendre ces locaux... dont il n'était pas propriétaire !

Puis il a convoqué les 19 salariés à un entretien individuel début janvier. Ceux-ci ont été accueillis par un huissier à la porte de l'usine, et n'ont pu entrer que un par un. Les représentants du personnel, eux, ont été interdits d'entrée. Les salariés convoqués ont été reçus par le président et un directeur des ressources humaines... embauché pour la circonstance. La gendarmerie était elle aussi présente en force à l'entrée de l'usine. Lors de ces entretiens, les salariés ont reçu le soutien des élus locaux.

Judi 17 janvier, les lettres de licenciement tombaient pour les salariés mis à pied. Il est évi-

dent pour tous que ce triste individu ne cherchait qu'un prétexte pour se débarrasser des derniers salariés ex-Pechiney, qui continuaient à bénéficier des salaires et des avantages de leur ancien employeur. Le licenciement des délégués était d'ailleurs une provocation calculée. Comme l'a écrit la CGT du Comminges : « À ce jour l'usine est dépeçée : tout ce qui peut être vendu, ferrailé, l'est sans vergogne. Même ce qui ne lui appartient pas. » Et, le temps que ces licenciements scandaleux se jugent devant les tribunaux, qui sait où sera parti ce patron ?

Ce genre de patron-voyou ne mérite que la réquisition de son capital et de ses biens, et le combat de tous les salariés pour que l'on prenne sur les profits des capitalistes, voire sur leurs biens, pour garantir le salaire et l'emploi des travailleurs.

Correspondant LO

## • France Télécom-Equant Rennes

# La direction s'inquiète de notre mobilisation

À France Télécom-Equant, la mobilisation des salariés du groupe et des prestataires continue. Cela fait maintenant plus d'un mois que nous demandons l'arrêt du plan de suppressions de 160 postes de prestataires et l'embauche de tous les prestataires qui le souhaitent. Nous sommes entre 150 et 200, de tout statut, à nous réunir et à débrayer une à deux heures tous les jeudis après-midi.

400 prestataires d'Equant au moins travaillent aux côtés des 1 200 salariés de France Télécom et de la filiale Equant. Ce mouvement rencontre la sympathie d'une grande partie des collègues. Et beaucoup de prestataires qui n'osent pas encore faire le pas de se joindre aux débrayages approuvent la mobilisation.

Fait nouveau, la direction et les employeurs des sociétés de sous-traitance, qui ont été surpris de notre réaction, commencent à montrer des signes d'affolement. Plusieurs prestataires ont reçu des

courriers ou des SMS de leurs patrons leur demandant de ne pas participer au mouvement. Les représentants de la direction d'Equant ont également essayé de leur faire croire qu'un préavis était nécessaire.

Certains prestataires ont été renvoyés dans leur entreprise avec précipitation. Mais un réseau de confiance s'est créé entre prestataires et salariés sous contrat Equant pour réagir aux mauvais coups de ce genre. À chaque fois, des pétitions sont signées pour demander l'embauche des collègues renvoyés et dénoncer l'augmentation de charge qui va en résulter.

Les chefs et les représentants de la DRH organisent des réunions pour essayer de faire face à la mobilisation.

Les craintes de la direction montrent que ce n'est pas le moment de lâcher prise et un nouveau débrayage est donc prévu le 24 janvier.

Correspondant LO

• ArcelorMittal – Gandrange (Moselle)

# Annnonce de dividendes records... et de centaines de suppressions d'emplois

**Le groupe ArcelorMittal va distribuer 1,6 milliard d'euros de dividendes cette année aux actionnaires du groupe. Le plus gros, la famille Mittal, va empocher 637,4 millions. De quoi arrondir sa fortune, la cinquième de la planète, dont le montant est estimé à 21,8 milliards.**

Voilà le groupe qui ose annoncer la fermeture de l'aciérie et d'un train de laminage dans l'usine de Gandrange en Moselle. Plus de 600 emplois directs, sur le millier de travailleurs de l'usine, et plusieurs centaines d'emplois indirects devraient passer à la trappe. Autant dire que la colère est grande chez les travailleurs de Gandrange et la population des environs.

Jeudi 17, le travail a cessé pour 24 heures à l'usine à l'appel de l'intersyndicale et un meeting a rassemblé plus de 1 000 personnes à la salle des fêtes de Gandrange. Tous les élus du secteur étaient présents, surtout ceux de gauche, car la fermeture annoncée serait un drame pour la région. Des retraités, des militants syndicaux et des travailleurs d'autres usines sidérurgiques étaient également présents. Plusieurs ont dénoncé les reclassements promis à ceux de Gandrange par ArcelorMittal, alors que des plans de suppression d'emplois sont toujours en cours dans d'autres usines lorraines ou luxembourgeoises.

Un ancien directeur du site, qui n'a rien d'un gauchiste ni même d'un défenseur des travailleurs, s'est taillé un franc succès quand il a expliqué que l'usine était tout à fait rentable et que la fermeture était une stupidité. Stupidité ? Non, plutôt choix délibéré d'ArcelorMittal de concentrer la production sur certains sites, quitte à ruiner d'autres régions industrielles. Depuis les De Wendel, la Lorraine a l'habitude de ces grands patrons qui se moquent des usines et des emplois comme de leur premier million.

Tous les élus sont à l'unisson pour demander le « gel » des décisions d'ArcelorMittal. Les élus de droite de Moselle – et ils sont nombreux – demandent

au gouvernement d'intervenir. C'est pour le moins cocasse, de la part de ceux qui ont privatisé la sidérurgie après le retour au pouvoir de la droite en 1995. Rappelons que, sous prétexte de pertes, la sidérurgie avait été reprise par l'État à la fin des années 1970 pour être nationalisée par la gauche en 1982. Sous la nationalisation, des dizaines de milliers d'emplois avaient encore été supprimés et les usines restantes – dont celle de Gandrange – modernisées. Une usine qui n'a vraiment pas coûté cher à Mittal, qui l'a rachetée pour 0,15 euro, le franc symbolique d'antan.

Quant aux « pertes » annoncées de 36 millions par la direction pour justifier la fermeture de Gandrange, c'est un habillage. Par exemple, rien que le choix de quitter EDF pour le privé a fait perdre à l'usine 40 millions en deux ans. Une fortune qui a atterri dans la poche des fournisseurs privés d'électricité. C'est dire que la seule manière sérieuse de pouvoir juger de la réalité des comptes serait d'avoir accès à l'ensemble de la comptabilité de l'entreprise au fil des jours.

De même, la direction pleurniche sur l'augmentation du prix de la ferraille qui alimente l'aciérie électrique. Mais qui contrôle ce marché ? Ce qui est sûr, c'est qu'ArcelorMittal est un des premiers producteurs de minerai de fer au monde et qu'il tire bénéfice, en tant que tel, de l'explosion du prix des matières premières.

Tout cela explique que le sentiment général des travailleurs est que l'argent qu'ArcelorMittal se plaint de perdre à Gandrange est en fait perdu... dans sa propre poche. Une manifestation est prévue par l'intersyndicale, ce jeudi 24 janvier, devant le siège mondial d'ArcelorMittal au paradis fiscal voisin, le Luxembourg. Les travailleurs sont bien décidés à ne pas accepter une fermeture qui n'a d'autre but que d'enrichir des actionnaires déjà obèses de bénéfices.

Correspondant LO



Rassemblement du personnel.



• Peugeot Citroen Automobiles

## Encore des suppressions de postes annoncées

Mardi 15 janvier, au comité central d'entreprise, la direction du groupe automobile PSA a annoncé un nouveau plan de suppression de postes : 960 postes d'ouvriers et 130 postes de techniciens dans cinq usines, Aulnay et Asnières en région parisienne, Rennes, Metz et Mulhouse.

Ce plan devrait se dérouler jusqu'en juin 2008. Il fait suite à un plan similaire qui avait déjà supprimé 5 090 postes en 2007. Toutes ces suppressions sont associées à des incitations financières – parfois non négligeables pour certains cadres en fin de carrière – mais de toute façon dérisoires au regard des économies que PSA espère. Car si les emplois sont supprimés, le travail ne l'a pas été pour autant. Et souvent il s'est plutôt agi de « pousser » dehors des ouvriers dont les directions de différentes usines voulaient se débarrasser, en leur faisant croire à l'aubaine de l'« incitation ».

Les objectifs du groupe sont clairs et affichés : réduire « ses coûts » de fabrication, c'est-à-dire augmenter les bénéfices, en réduisant le

nombre des postes de travail. Il y a pourtant une « niche » de réduction possible : réduire ce que coûtent les actionnaires et diminuer les dividendes que PSA leur verse.

La conséquence de ces réductions, c'est que le personnel restant doit assurer la production avec moins de bras, alors que les prévisions de production sont en augmentation. C'est dire que l'exploitation va encore s'accroître. À Aulnay-sous-Bois, par exemple, les cadences vont augmenter. À cela s'ajoute le projet de la fermeture d'un des deux ateliers de montage en juillet 2008 et la remise en route de l'équipe de nuit ; sur le Montage restant, il faudra produire plus de véhicules par ouvrier.

Depuis 2004, 10 963 postes de travail ont été supprimés sur le groupe, qui en compte 76 000 aujourd'hui ; cela représente près de 13 % du personnel, puisque les effectifs étaient de 87 000 en 2004 ! De son côté, la production n'a pas cessé d'augmenter. Rien qu'en 2007, la vente au niveau mondial de ses véhicules a aug-

menté de 3,8 % ! De fait, depuis quinze ans, le groupe affiche des bénéfices qui se chiffrent en milliards ! PSA peut et doit au contraire embaucher les personnels en contrats précaires et augmenter les salaires.

### La fin de l'usine d'Asnières ?

Dans cette usine de la région parisienne, spécialisée dans les équipements hydrauliques, le plan de la direction prévoit la suppression de 60 postes d'ouvriers sur un total de 68 ouvriers. Le PDG Christian Streiff a eu le culot de dire qu'aucune fermeture n'était envisagée... Mais comment peut fonctionner une usine sans ouvriers ?

On sait bien que le site de 8 hectares de cette usine en bordure de Seine doit faire rêver les promoteurs immobiliers et que la direction doit certainement avoir l'espoir de bien vendre ce terrain ! Les PDG mentent, c'est sans doute leur boulot... mais on n'est pas près de les croire !

Correspondant LO

## • Belgique

# Grèves pour les salaires

**Lundi 14 janvier, les travailleurs de Syncreon, une firme qui produit des panneaux de portes, des pots d'échappement et les câblages pour Ford Genk, se sont mis en grève pour demander une augmentation de 1 euro de l'heure, soit 150-170 euros par mois.**

Il n'a pas fallu plus pour que la direction de Ford se trouve coincée. Sans les pièces de Syncreon, les voitures ne sortent pas, et cela en plein Salon de l'auto.

Après deux jours de grève et une tentative vaine des permanents syndicaux de faire voter la reprise aux grévistes, Ford et Syncreon ont cédé une augmentation de 0,47 euro de l'heure et une prime de 1 000 euros payable en deux fois. 54 % des travailleurs ont voté pour la continuation de la grève, mais les permanents syndicaux ont mis tout leur poids dans la balance pour les convaincre qu'il faut 66 % des

votes pour pouvoir faire grève, un chiffre qui n'a rien de légal, mais souvent utilisé pour faire reprendre le travail. Sur pression de la direction, les négociateurs syndicaux ont promis la « paix sociale ». Heureusement, les signatures des permanents syndicaux n'ont pas le pouvoir d'empêcher les travailleurs d'engager des luttes.

D'autres firmes de sous-traitance sur le site de Genk, qui se sont mises en grève, ont également obtenu des augmentations. Depuis, des grèves ont éclaté dans plusieurs entreprises dans la province du Limbourg où se trouve l'usine Ford, et même à Bruges, à plus de 100 km de là, et la plupart ont obtenu des augmentations.

Il n'en faut pas plus pour que l'inquiétude change de camp et gagne les représentants du patronat. Un dirigeant de l'organisation patronale Voka du Limbourg a imploré à la télévision les patrons des sous-traitants

d'arrêter « l'effolement ». Dans son désarroi, le pauvre homme a fini par lâcher qu'il « espérait que les syndicats pourront garder la situation sous contrôle ».

Rien n'est moins sûr ! Jeudi 17, les travailleurs de Ford eux-mêmes se sont mis en grève. Après deux jours de grève et les menaces de fermeture du site par le directeur de Ford Europe proférées pendant le week-end, les travailleurs ont accepté lundi 21 la proposition de la direction négociée avec les syndicats : une prime de 864 euros net, l'embauche de 200 des 920 intérimaires et le ralentissement de la chaîne de 1 %.

Ce mouvement de grève intervient à un moment où tombe le montant de « l'index » dans beaucoup d'entreprises. Les salaires en Belgique sont en effet indexés automatiquement sur l'évolution des prix à la consommation. Mais cette indexation est de plus en plus théorique, car

elle reflète de moins en moins l'évolution réelle du coût de la vie, notamment parce que le carburant, le mazout de chauffage, les assurances auto... ne rentrent plus en ligne de compte. Cette augmentation est bien insuffisante, alors que les prix du gaz et de l'électricité ont augmenté d'environ 300 euros par ménage cette année.

Ces augmentations de salaire obtenues par des grèves sont contagieuses. Le délégué principal d'Opel à Anvers a fait savoir à la direction d'Opel qu'après le résultat à Ford les travailleurs d'Opel attendaient une augmentation, sans toutefois préciser le montant.

Face à ces grèves, la machine de propagande patronale s'est mise en route. En Flandre, les « experts » économistes ont peuplé les plateaux de télévision pour expliquer qu'une augmentation des salaires provoquerait l'inflation – comme si elle n'était pas déjà là, sans qu'on augmente les salaires ! Ou que

les entreprises licencieraient inévitablement. Comme si les entreprises ne licenciaient pas sans cela (et notamment Ford, qui avait mis 3 000 travailleurs à la porte en 2003, dont quelques centaines ont depuis été réembauchés sous contrat intérimaire !). Par contre, dans la presse et la télévision francophones, toujours prompts à traquer le moindre bout de phrase antifrancophone de certains dirigeants flamands, c'est le silence quasi complet sur les grèves en Flandre.

La hausse des prix devient insupportable et les éternelles menaces sur l'emploi commencent à ne plus avoir d'effet sur ceux qui galèrent depuis des années de contrat précaire en contrat précaire. Alors ces grèves sont peut-être les signes avant-coureurs de luttes plus générales.

Correspondant L0

# Le racket d'Electrabel sur la population

**Au cours des années 1980-1990, les vagues successives de fusions ont créé de véritables monopoles privés en Belgique. Suez, par le biais de sa filiale Electrabel, contrôle plus de 90 % de la production d'électricité en Belgique. Elle est aussi devenue le premier fournisseur de gaz.**

Elle a comme seule rivale SPE-Luminus mais, d'après les experts économistes qui ont vanté les bienfaits de la libéralisation du marché de l'énergie, la présence de cette entreprise garantit une situation de concurrence !

SPE-Luminus, société semi-privée, contrôle 9 % du marché et dispose de moyens financiers et technologiques dérisoires. Son chiffre d'affaires atteint moins de 5 % de celui de Suez... et son actionnaire principal est GDF ! On peut imaginer la crainte que génère ce terrifiant concurrent, au sein de la direction de Suez. Mais on sait qu'une concurrence aussi limitée n'est pas plus favorable aux consommateurs que le monopole !

Selon Greenpeace, Electra-

bel va soutirer plus de 11 milliards d'euros à la population d'ici 2025 par le biais de surfacturations, notamment d'amortissements déjà payés. Pourtant le prix de l'énergie est déjà un des plus élevés d'Europe, de 30 % supérieur à celui de la France par exemple. Et vendredi dernier on apprenait une nouvelle augmentation du prix du gaz de 13 % pour la seule année 2008.

Face à ce racket organisé, les politiciens des grands partis

laissent faire. Les autorités de la concurrence belges, chargées de réguler le marché de l'électricité, se plaignent de leur manque d'effectifs et avouent leur impuissance face au monopoleur.

Le comble du ridicule a été atteint en octobre 2007, lorsqu'on a appris l'existence d'un accord secret entre le gouvernement dit Verhofstadt II et Electrabel. Cet accord prévoyait notamment que la prochaine augmentation de tarif

aurait lieu après les élections de juin 2007, en échange de quoi, le gouvernement entérinerait la situation de quasi-monopole d'Electrabel. On nous rabâche régulièrement que les parlementaires constituent le pouvoir suprême. Mais ils se sont tout simplement vus menacés de la suppression de leurs indemnités parlementaires s'ils révélaient à quiconque le contenu de ce document, gardé comme un secret d'État dans un coffre-fort du Parlement.

Aucun parlementaire n'a osé parler. Seuls quelques journalistes et des ONG ont osé révéler le scandale et demander au gouvernement de quel droit il pouvait cacher ce document à la population.

En attendant, le racket continue et les classes populaires belges voient leur pouvoir d'achat décroître pour grossir les surprofits des actionnaires de Suez- GDF.

Correspondant L0

